

## 2 premières semaines d'octobre 2018\$

Attaque.....	2
Revendication Enfarinage Johanna Rolland.....	2
Pôvre Johanna.....	3
Brest : Stop au massacre des animaux.....	3
Brazil. Attack and release of prisoners in prison.....	4
Stop spécisme mais pas que.....	4
Reims, France : Pendant que les élus ont le dos tourné .....	6
Monument raciste et colonial à John A. Macdonald défiguré encore une fois à Montréal.....	6
Forêt d'Hambach, Allemagne : La solidarité face à l'expulsion, c'est l'attaque !.....	7
Un signal de fumée pour les prisonnier-e-s.....	13
Paris : Une boucherie vandalisée.....	14
Sorbu-Ocagnanu (Haute-Corse) : Vive le Front de libération naturelle des chevaux !.....	14
[Paris] Bouygues en cendres.....	14
Clermont-Ferrand : Saccage puis incendie du local des fascistes.....	15
Prison de Liancourt : Trois matons d'un coup.....	16
Echirolles (Isère) : Des incendies sur un chantier.....	16
Besançon, France : Virée incendiaire contre Enedis, Engie et les journaflics – 12 octobre 2018.....	16
Montélimar( 26200) aux Catalins Les élèves caillaient les flics le 5 octobre.....	19
Urbis et orbi.....	20
L'Écharde... occupe Montreuil.....	21
Kouaoua, Nouvelle-Calédonie : De la lutte directe et sans médiation contre la mine de nickel..	21
Contre-info.....	22
Les villes retenues pour les nouvelles prisons.....	22
Le naufrage de Génération Identitaire continue.....	24
Lutte.....	24
Appel depuis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à une mobilisation urgente pour empêcher le démarrage de l'EPR de Flamanville.....	24
Récit.....	26
[Récit] Du "déménagement" de Bréa à la libération des enfermés !.....	26
Réflexions.....	30
Journée sur l'enfermement des femmes.....	30
L'ECOLE EST UNE PRISON.....	31
« Individu dangereux » : ce qu'un passage à l'aéroport apprend sur le fichage des militants.....	35
Lettre de Jérôme Laronze, tué par les gendarmes.....	38
Invitation à une inter-fac autonome.....	46
Assemblée contre le monde et son monde.....	48
nous sommes de ceux bis.....	49
À une jeune militante.....	50
Répression.....	53
Forêt de Hambach (Allemagne): libération des deux anarchistes Jazy et Winter.....	53
Des nouvelles de la répression à Bure sur la semaine qui vient de passer.....	54
Paris : Des convocations pour la manif du 1er mai.....	55
Barcelona: Our anarchist comrade Lisa is about to be transferred to Spain.....	55

[MàJ]12/10/2018 : Expulsion de Chez Jesus à Claviere : rendez-vous vendredi 12 à 18h à Briançon.....	56
Toulouse : Rassemblement en soutien à un compagnon incarcéré à Limoges.....	56
Echirolles (Isère) : Le fraudeur qui ne se résigne pas.....	57
Opération Scripta Manent : Quelques précisions au sujet du keylogger installé sur mon ordinateur.....	58
Solidarité.....	59
De Paris à Clavière contre les frontières !.....	59
Zad.....	59
Rosier cherche épines.....	59

# Attaque

## Revendication Enfarinage Johanna Rolland

publié le samedi 6 octobre 2018 à 17:44 | F.A.R.I.N.E. |

Nous l'état major des forces de la FARINE (Front Amidonné Revolutionnaire Intersectionnel NantaisEs-ExiléEs) revendiquons la frappe chirurgicale BIO™ à l'endroit de la Maire de Nantes Johanna Rolland. Si les différents allergiques au gluten de la scène politique s'en offusquent et parlent de « violences » (nous regrettons l'absence de soutien du camarade-BioCaporal François de Ruggy), nous tenons à rassurer tous et toutes que la poudre utilisée pour la projection était bel est biologique. Nous condamnons l'utilisation du terme de « violences », affirmons que notre action fut montée en réaction à des violences réelles sur les corps et les esprits des ExiléEs NantaisE. En effet ces derniers jours nous avons assisté à plusieurs cas d'emploi de force que nous ne saurions laisser sans conséquences :

\_L'expulsion des exiléEs du square Daviais, dont la plupart n'ont pu récupérer leurs affaires, se sont retrouvéEs parquées dans des gymnases, de véritables centre de tri semi-fermés ;

\_L'expulsion de l'ancien squat de Bréa pour lequel mairie et préfecture avaient promis un hébergement inconditionnel s'est soldé par : la remise à la rue de dizaines de personnes, un relogement précaire de centaines d'autres, et l'incarcération de 4 personnes en Centre de Rétention Administrative en vue d'une déportation ;

\_La traque des personnes n'ayant pas les bons papiers dans le centre ville de Nantes depuis plusieurs semaines par les troupes armées de la préfète Nicole Klein ;

\_La traque des personnes à la rue à la recherche d'un square où dormir par la police municipale, nationale et la brigade anti criminalité à la suite de l'ordre donné par la mairie de barricader le jardin des Fonderies ;

\_Le harcèlement de ces mêmes personnes avec vol à répétition par la flicaille de couvertures ;

- \_La rétention des tentes du camp de Daviais prêtées par des assos et collectifs ;
- \_La rétention des affaires personnelles des ex-habitantEs de Brea ;
- \_Les dix expulsions de lieux occupés en dix mois ;
- \_Les "relogements" précaires à l'autre bout du département, brisant les liens de solidarités développés à Nantes ;

Ne nous laissons plus rouler, mettons toutEs #LaMainàLaPâte.

## **Pôvre Johanna**

Un peu de farine sur le visage d'une activiste de l'expulsion et voilà l'ensemble de la caste politique solidaire de la victime . Cette caste politique qui ferme sa gueule sur la mise en danger des personnes expulsées quotidiennement sur le territoire français.

La banalisation des mises à la rue relayée par les " merdias " aux ordres des maitres occulte la réalité monstrueuse des victimes qui se retrouvent avec nullepart ou aller pour s'abriter . Reste la survie penant que les maitres ripaillent dans leur palais ,mairie ,hotel de ville ,bien au chaud indifférents au sort et à la mort des gueux qui crèvent.

En 2017, 510 personnes sont décédées dans la rue en France . Celà va de la très jeune femme âgées de 16 ans au très vieux bonhomme âgées de plus de 80 ans .

Que représente un peu de farine au visage au regard de cette horreur organisées par les membres de la caste politique?

Celà n'empêche pas le " sir " de Ruggy éminent membres de cette caste de parler "du peu d'esprit démocratique des militants extrémistes qui ont commis cet acte hautement répréhensible"

De Ruggy et la caste politique ont une bien curieuse conception de la démocratie

Si nous étions dans un régime démocratique il n'y aurait personne à la rue surtout vu le nombre de logements vides

"Encore et toujours il faut condamner "declare ce sinistre bouffon....

A quoi pourrions nous condamner les maitres qui font jeter par leur chiens de garde à la rue donc à la mort les sans rien de leur monde ?

**Let's block ads! (Why?)**

## **Brest : Stop au massacre des animaux**

*Le Télégramme / mercredi 3 octobre 2018*

La boucherie Merrien

**Deux boucheries du centre-ville de Brest ont été prises pour cible dans la nuit. Sur la façade de ces commerces, deux inscriptions ont été taguées, et les vitres endommagées.** Trois plaintes ont été déposées.

Dans l'esprit des commerçants concernés (les boucheries Merrien et Meat Couture, situées dans les nouvelles halles Saint-Louis), il fait peu de doute que ces dégradations sont l'œuvre de militants vegans. « **Stop au massacre des animaux** » et « **stop au spécisme** » pouvait-on ainsi lire sur la devanture des commerces ciblés. Des dégradations qui s'accompagnent de **gros impacts de pierres jetées sur les vitrines.**

Pas content...

« Ils ont complètement craqué... », a réagi Andriy Maximov, créateur de Meat Couture. « C'est la deuxième fois qu'une de mes boutiques fait l'objet d'une attaque comme celle-ci. C'est toujours aussi déplaisant... », poursuit celui dont l'autre commerce, situé à Recouvrance, avait été tagué d'un pochoir avant l'été. [...]

Les deux artisans ont déposé plainte, ainsi que la mairie, propriétaire des murs des Halles Saint-Louis.

...et pour cause !

This entry was posted in [Liberté animale](#) and tagged [Boucherie](#), [Brest](#), [Finistère](#). Bookmark the [permalink](#).

## **[Brazil. Attack and release of prisoners in prison](#)**

From: <https://publicacionrefractario.wordpress.com/2018/09/17/brasil-ataque-y-...>

On September 10, an operational command assaulted the maximum security prison of Joao Pessoa (northeastern Brazil). The group composed of about 20 individuals mounted on 4 vehicles, after knocking down the main gate completely attacked the prison infrastructure through bursts of rifles and explosives, managing to free 92 prisoners, of which only 41 were recaptured.

During the clashes a jailer would have died, while no casualties were reported in the group of assailants. As indicated by the bourgeois press, the main objective would be to free some members of a group dedicated to the assault on bank branches in Brazil

Attack the prison!

Free the prisoners!

## Stop spécisme mais pas que...

Cette nuit là, la lune est décroissante et dans son troisième quartier. Un groupe d'individus s'attaque à un abattoir en y allumant huit incendies, aussi bien sous des véhicules que dans le bâtiment lui-même en l'ayant préalablement forcé et saccagé. Les systèmes électriques ont été attaqués par le feu permettant peut-être de couper les systèmes frigorifique et de télésurveillance. Une fumée noire et âcre envahit le ciel étoilé et s'abat sur le village d'Hotonnes et ses environs.

Nous voudrions commencer par saluer les toujours plus nombreuses attaques de boucheries ayant eu lieu depuis le début de l'année. Ces actions nous ont touchées car elles ne nous ont pas placé dans un simple rôle de spectateurs mais nous ont poussé à l'agir. Il nous paraît important de ne pas laisser la répression nous freiner et de diffuser l'attaque antiséciste sans médiation.

L'agir antiséciste se vit aussi dans le quotidien, dans notre rapport aux êtres vivants qui nous entourent. Ainsi il ne nous intéresse pas de critiquer le meurtre comme une valeur intrinsèquement mauvaise car la condamnation morale nous paraît détachée de toute réalité véritablement vécue. Il nous intéresserait plus d'étendre l'antisécisme à toutes les espèces vivantes et de refuser les fausses distinctions entre les êtres dits « sensibles » et les autres. La plantation en masse de sapins pour en faire des planches ou l'élevage intensif de poules pour produire des œufs nous fait un effet comparable. Une friche peut facilement nous évoquer un charnier. Nous ne voulons pas d'un capitalisme vegan ou respectueux des animaux alors qu'il continue d'exploiter d'autres espèces.

Soyons clair, nous ne cautionnons aucun élevage aussi bienveillant soit-il. Cela nous rappelle toujours la domestication et le fait d'envisager la nature autour de nous comme une ressource à exploiter, alors que nous en faisons partie et qu'elle fait partie de nous. Accepter d'en faire partie c'est accepter la multiplicité de ses rapports, que ce soit le regard croisé d'un renard, le bruit d'une hache qui s'enfoncé dans du bois, l'arrachage de fruits sauvages au jour qui se lève, l'escalade dans un arbre, la chasse d'insectes qui s'en prennent à notre nourriture ou qui envahissent nos lieux de vie, le conflit verbal ou physique avec d'autres êtres humains.

Abattoirs, élevages, taules, sont autant de manières d'enfermer, de soumettre. En menant cette action, nous avons été accompagnées par nos complices humains et non-humains qui n'étaient pas présents parce qu'enfermées ou menacés de l'être. En exprimant notre colère nous vous portions dans nos cœurs.

Et nous haïssons ce monde qui nous force à choisir entre tuer des vaches par notre passivité ou à risquer de les tuer par nos actes de sabotage. En effet, lors de l'attaque de cet abattoir, nous avons conscience que des vaches y étaient enfermées, et bien que nous avons essayé de limiter les risques pour elles, nos actes ont pu les stresser ou les faire souffrir. Mais nous ne voulons pas oublier que si nos actes peuvent faire du mal, notre indifférence, elle, tue avec certitude.

Cette action s'inscrit dans la série d'attaque « stop spécisme » mais il nous paraît important de préciser que notre but ici est de replacer l'antisécisme dans une optique de conflictualité permanente avec toutes les autorités.

Ce monde tue les mauvaises vaches

Pour la propagation d'un chaos qui refuse de choisir entre l'amour et la violence.

**Lune Blanche,**

**Meute Noire.**

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Reims, France : Pendant que les élus ont le dos tourné ...**

Le 3 octobre 2018 à Reims, pendant que le maire Arnaud Robinet et ses sous-fifres s'évertuaient à vendre leurs bonnes actions au cours d'une réunion de quartier, des inconnus leur exprimaient à l'extérieur ce qu'ils en pensent de la meilleure des manières qui soit : non pas à travers le dialogue citoyen entre dirigeants et dirigés, mais à travers l'action directe. La voiture de fonction du maire a ainsi eu son pare-brise brisé, tandis que le véhicule de la direction de la démocratie locale (tout un programme) a eu ses pneus crevés.

## **Monument raciste et colonial à John A. Macdonald défiguré encore une fois à Montréal**

*De No Borders Media ([page Facebook](#))*

MONTRÉAL, 7 octobre 2018 — À la veille d'une manifestation contre le racisme à Montréal, un groupe local et anonyme de militant.e.s anticoloniaux, antiracistes, et anticapitalistes ont réussi à vandaliser le monument historique au premier des premiers ministres du Canada, John A. Macdonald, situé au centre ville sur la Place du Canada.

Selon Art Public Montréal: « Parmi les monuments érigés à la mémoire de Macdonald, celui de Montréal est le plus imposant et le plus élaboré. » Le monument, construit en 1895, est encore une fois recouvert de peinture rouge.

– Une vidéo du vandalisme sur la statue est disponible ici:

– [www.facebook.com/NoBordersMediaNetwork/videos/400435100491036](https://www.facebook.com/NoBordersMediaNetwork/videos/400435100491036)

– <https://twitter.com/NoBordersMedia/status/1048916233163354113>

(posté par No Borders Media à titre informatif seulement)

Les individus responsables de cette action ne sont pas affiliés avec la manifestation antiraciste d'aujourd'hui ([www.manifcontreleracisme.org](http://www.manifcontreleracisme.org)) mais ont décidé de cibler la statue de John A. Macdonald comme clair symbole du colonialisme, du racisme, et de la suprématie blanche.

L'action d'aujourd'hui est inspirée en partie des mouvements aux États-Unis qui visent à faire enlever les symboles publics de la suprématie blanche, tels que les statues de la confédération. Elle est aussi motivée par les revendications décoloniales, telles que le mouvement « Rhodes doit tomber » en Afrique du Sud. De plus, nous sommes directement inspiré.e.s par les revendications de militant.e.s anticolonialistes — à la fois autochtones et non-autochtones — contre John. A. Macdonald, en particulier à Kingston en Ontario, la ville natale de Macdonald. Nous notons également les efforts ailleurs dans l'état Canadien pour changer le nom des écoles nommées d'après Macdonald, incluant une résolution de la Fédération des enseignants d'école primaire d'Ontario qui dénoncent Macdonald comme « Architecte du génocide des peuples autochtones ».

John A. Macdonald était un suprémaciste blanc. Il a contribué directement au génocide des peuples autochtones par la création du système brutal des écoles résidentielles, ainsi que par d'autres mesures visant à détruire les cultures et traditions indigènes. Il était raciste et hostile envers les groupes minoritaires non-blancs au Canada, appuyant ouvertement la préservation d'un Canada soit-disant « Aryen ». Il a passé des lois dans le but d'exclure les personnes d'origine chinoise. Il a été responsable de la pendaison du martyr Métis Louis Riel. La statue de Macdonald a sa place dans un musée, et non pas comme monument occupant l'espace public à Montréal.

Le vidéos et le communiqué de cette action ont été partagés anonymement avec des médias autonomes de la région de Montréal. Nous exprimons également notre support et notre solidarité la plus sincère envers les manifestants qui prennent les rues aujourd'hui en opposition au racisme.

Ni patrie, ni état, ni Québec, ni Canada!  
— Une poignée d'antiracistes anticoloniaux.

## **Forêt d'Hambach, Allemagne : La solidarité face à l'expulsion, c'est l'attaque !**

Voici un aperçu des attaques nocturnes (dans la région rhénane et ailleurs en Allemagne), alors que l'expulsion avec son lot de violence et de répression étatiques se poursuit dans la forêt de Hambach. Si les raisons d'agir restent la solidarité active avec la lutte contre le projet minier de RWE à Hambach, la plupart des attaques ciblent principalement les entreprises qui ont participé de près à l'expulsion des occupant.e.s de la forêt. Cela nous rappelle forcément, dans une moindre mesure, les attaques enflammées dans la région nantaise au moment de la vague d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame des Landes l'an dernier (par exemple, voir [ici](#) et [là](#)). D'autres sabotages ont été réalisés en solidarité avec les occupant.e.s de la forêt [mi-septembre à Offenbach](#) et [en juillet sur les infrastructures ferroviaires de la mine](#).

Par ailleurs, on a appris le 5 octobre que la justice venait de refuser à RWE l'autorisation de défrichage de la zone. La société minière s'est vengée immédiatement en envoyant ses molosses de la sécurité tabasser des occupant.e.s.

## **Düsseldorf : Attaque incendiaire contre Wasel, collabo des expulsions de la forêt d'Hambach – 4 octobre 2018.**

Lorsque vous avez expulsé Hambi, coupé ces arbres, détruit ces baraques, lorsque vous arrêtez des gens, foutu nos potes en taule, vous pensiez vraiment que nous n'allions pas nous venger ?

La nuit dernière [entre le 3 et 4 octobre 2018], l'entreprise WASEL a été attaquée, en déposant six engins incendiaires sous autant de véhicules, parce qu'elle met à disposition de RWE ses machines, parce qu'elle rend possible le fait que les flics puissent expulser la forêt, parce qu'elle fait partie de ce système que nous haïssons.

Nous sommes contraint.e.s à vivre dans un monde pourri, dans un monde de gagnant.e.s et de perdant.e.s dans lequel les cartes ne sont jamais mélangées de manière équitable, où les riches s'enrichissent alors que l'écosystème crève. Ça nous rend malades que ça ne change pas. Notre unique réponse à cela est de s'insurger et de lutter, de prouver qu'il y a d'autres choses à faire, en se révoltant et en détruisant tout ce qui nous détruit.

La forêt tombera peut-être, mais nous n'en serons pas. La lutte contre l'autorité et l'écocide n'est pas finie. Il y a des gens avant nous et il y aura des personnes qui continueront de lutter quand nous ne serons plus là. Tant que notre soif de liberté ne sera pas assouvie, celles et ceux qui nous la volent ne seront pas en sécurité.

Carpe noctem [1].



[Traduit de l'allemand de Indymedia Deutschland, 04.10.2018]



**NdT :**

**[1] Signifie : profite de la nuit présente.**

---

**Willich (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) : Incendie dévastateur de l'entreprise Boels, responsable des expulsions – 1er octobre 2018**

Dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre à Willich, l'entrepôt de l'entreprise néerlandaise Boels a été détruit par un incendie dont l'origine volontaire ne semble guère faire de doute. Vers 23h30, les flammes jaillissaient du toit de l'entrepôt de 1.200 mètres carrés dans lequel étaient garées de nombreux véhicules. Les 150 pompiers mobilisés ne sont venus à bout de l'incendie que vers 7h. A côté, l'entreprise Gardemann a elle aussi brûlé : les flammes ont détruit de matériel isolant placé sur deux plate-formes de travail.

Située dans la zone industrielle de Münchheide, la société Boels est spécialisée dans la location de véhicules, notamment de chantier et de terrassement.

Le service à la protection d'État des enquêteurs de la police criminelle de Mönchengladbach a ouvert une enquête et, même si pour l'heure l'incendie n'a pas été revendiqué, il n'exclut pas un lien avec l'expulsion des occupant.e.s de la forêt d'Hambach. L'entreprise en question est connue pour avoir fourni du matériel servant à expulser les opposant.e.s à la mine de charbon de RWE.

L'après-midi même de l'incendie de son entrepôt, la société de location Boels a annoncé qu'elle se retirait de la forêt d'Hambach, justifiant le fait que la sécurité de ses employés n'était plus assurée. Le sabotage paie, une fois de plus.

Le 19 septembre dernier, c'est l'entreprise Gerken qui a décidé de se retirer de la forêt d'Hambach. Jusqu'à cette date, elle avait participé à l'expulsion de la forêt d'Hambach par les flics en fournissant des ponts élévateurs, tout comme Boels. Gerken argue officiellement le fait de ne pas avoir assez de garanties légales quant à l'autorisation de l'avancée du chantier de RWE. Mais peut-être bien que la peur ou le fait de subir des dommages importants par le simple fait de collaborer à l'expulsion l'ait emporté.



[Reformulé de la presse]

---

### **Cologne : attaque du siège du syndicat IGBCE, des secteurs de l'énergie, de l'industrie minière et de la chimie.**

Dans une lettre adressée à l'organisation syndicale, on apprend que dans la nuit du 1er au 2 octobre, le siège du syndicat situé dans la Aachener Straße à Cologne a été attaquée avec des pierres et de la peinture. Comme bon nombre de syndicats, elle défend le travail et les logiques productivistes de l'énergie écocide.

[Lire la lettre en allemand [ici](#)]

---

### **Mettmann (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) : Attaque d’Innogy, filiale de RWE.**

A l’occasion de la journée d’actions décentralisées « Hambi reste ! Abandon du charbon », nous sommes allé.e.s rendre visite au bureau des services de l’entreprise Innogy de la Poststraße à Mettmann [1] en détruisant la façade vitrée avec des pierres. Le gestionnaire du réseau et distributeur d’énergie Innogy, qui est coté en bourse, est une filiale de RWE.

Le géant de l’énergie et plus gros émetteur de CO2 d’Europe RWE exploite la plus grande mine de lignite (charbon) à ciel ouvert d’Europe, dans la région rhénane «( Rheinische Revier »). Le lignite est le vecteur d’énergie le plus polluant de la planète d’entre tous. Près de 13% des émissions de gaz à effet de serre d’Allemagne s’échappent de cette zone de la « Rheinische Revier ».

Avec près de 80 millions de tonnes de CO2 en 2016, plus de la moitié des émissions de dioxyde de carbone liées à l’énergie en Rhénanie du Nord-Westphalie sont imputables aux quatre méga-centrales de RWE à elles-seules, celles de Frimmersdorf, Neurath, Niederaußem et Weisweiler.

Avec 31,4 millions de tonnes de CO2 générée par an, la centrale de Neurath est devenue entre-temps numéro 1 en matière de pollution environnementale en Allemagne, sans compter les émissions des centrales par exemple des usines Fortuna Nord, Ville/Berrenrath et Frechen.

Selon RWE Power AG, l’exploitation de lignite devrait se poursuivre jusqu’en 2045. Plus de 2,5 milliards de tonnes de lignite devraient y être extraites à l’avenir.

Dotée d’un écosystème unique, la forêt de Hambach était autrefois la forêt la plus étendue de Rhénanie et une des plus grandes forêts d’essences mixtes d’Europe centrale. Aujourd’hui, il n’y a plus qu’un dixième de ses 5500 Ha d’origine.

Au cours de ces six dernières années, Hambi est devenu un symbole de résistance et d’espoir pour un monde respectueux de l’environnement, sans domination, vivant et alternatif. Divers acteur.e.s d’initiatives citoyennes locales et des occupant.e.s de la forêt venant de toute l’Europe défendent la forêt en ayant recours à des formes de résistance les plus diverses contre l’exploitant de la mine à ciel ouvert RWE.

Depuis le 13 septembre, l’entreprise énergétique RWE et le gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie noir-jaune, fournissant des justifications bidons, expulsent désormais les cabanes dans les arbres et les occupant.e.s d’Hambi avec une armada de policiers (il s’agit de la plus grosse opération de police de toute l’histoire de Rhénanie).

Dès la mi-octobre, RWE prévoit de défricher sous protection policière 120 hectares de plus de cette forêt de Hambach vieille de 12.000 ans et de détruire ainsi purement et simplement la majeure partie de cette forêt ancestrale avec toute sa diversité de faune et de flore pour en extraire encore plus de lignite.

Nous disons : Mettons fin à IrRWEg [2]. Pour l’arrêt immédiat du déboisement et l’abandon immédiat de l’exploitation de charbon.

Attaquons RWE, ses filiales et ses fournisseurs ! Pour la justice climatique (sic) maintenant et partout !

Solidarité avec les militant.e.s ciblé.e.s par la répression ! Liberté pour UPIII, Eule et Andrea !

[Traduit de indymedia Deutschland, 04.10.2018]

**NdT :**

**[1] La ville se trouve à l'est de Düsseldorf et à l'ouest de Wuppertal.**

**[2] Jeu de mots avec le nom de l'entreprise RWE. En lui ajoutant Ir- et -g, ça signifie « voie égarée, chemin vers la folie ». Ici c'est donc un appel à la fois à en finir avec cette entreprise et avec la course insatiable à la production de charbon, voir même aux énergies écocides.**

---

### **Leipzig: attaque incendiaire contre le dépôt de Boels – 25 septembre 2018**

En solidarité avec l'occupation de la forêt d'Hambach, des engins incendiaires ont été placés dans le dépôt de Boels au cours de la nuit [du 25 septembre], entre autres sous un pont élévateur. Les équipements de Boels sont directement intervenus pour expulser l'occupation de la forêt. Les groupes électrogènes de l'entreprise terrorisent notamment les militant.e.s et les habitant.e.s non-humains de la forêt en leur volant leur sommeil nocturne.

Les équipements attaqués ne peuvent plus servir à Hambach, Pödelwitz ou n'importe où ailleurs.

Boels a ignoré les protestations de la société civile, et maintenant ils savent la chose suivante: chaque expulsion a son prix, Boels paiera cher!

Il y a des dépôts de Boels dans de nombreuses villes. Jetez y un coup d'oeil.

Solidarité avec tou.te.s les militant.e.s qui s'opposent à la violence de l'Etat et du capital. Surtout avec tou.te.s les prisonnier.e.s !

Another world is possible!

Arrêt immédiat des expulsions ! Hambach reste !

[Traduit de l'allemand d'indymedia Deutschland, 25.09.2018]

---

### **Flensburg : comico attaqué en solidarité – 18 septembre 2018**

*Solidarité avec les personnes qui défendent la forêt d'Hambach – Comico attaqué*

Comme signe de solidarité avec les personnes qui défendent la forêt de Hambach, nous avons péter les vitres du commissariat de Neustadt et laissé quelques salutations solidaires cette nuit [du 18 septembre, NdT]. Que ce soit à Flensburg, à Hambach ou n'importe où ailleurs, la police est omniprésente et cherche à empêcher les gens de pouvoir vivre dignement en liberté. Nous avons un avenir sur cette terre qui vaut d'être vécu.

En fin de compte, ce sont partout les flics qui, matraques (ou pire) en main, défendent ce système absurde, veillent à ce que perdurent l'exploitation et la destruction de l'homme et de la nature pour toujours plus de profit, jusqu'à ce que plus rien ne se passe.

Quiconque prend fait et cause pour une vie en liberté reçoit tôt ou tard le poing de l'agent en pleine gueule. Ne nous laissons pas intimider ! Hambis tiens bon !

**Attaquer l'Etat policier signifie défendre la vie !**



[Traduit de l'allemand de [Chronik](#), 18.09.2018]

---

### **Vienne, Autriche : action à l'ambassade d'Allemagne**

Pour la journée d'action du 30 septembre, l'entrée de l'ambassade d'Allemagne à Vienne a été murée en solidarité avec l'occupation de la forêt d'Hambach. Nous avons barricadé l'entrée avec des briques, du ciment et du bois. Par cet acte symbolique, nous exprimons notre attachement à toutes les personnes qui luttent en défendant la forêt en ce moment !

[Traduit d'indymedia Deutschland, 5. Oktober 2018]

[sans attendre demain](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

### **Un signal de fumée pour les prisonnier·e·s**

Eiffage s'impose implacablement dans la production d'espaces de contraintes et de contrôle. Elle pose sa griffe sur la plupart des dispositifs de notre grande cage invisible. Ecoles, lieux de travail,

logements, tribunaux, hôpitaux (psychiatriques et autres), maisons de retraite, casernes, stades, espaces publics sont autant de barreaux qui nous maintiennent en captivité.

Mais si Eiffage est l'objet de notre haine et de notre action vengeresse, c'est aussi et surtout parce qu'elle fournit la structure matérielle nécessaire à l'industrie de la punition : centres de rétention et de détention, établissements pénitentiaires pour mineur·e·s, maisons d'arrêt et centrales.

Le nouveau « plan prison » des gouvernant·e·s ajoutera prochainement 7 000 places dans l'enfer de la survie pénitentiaire.

Fière de s'afficher en spécialiste, Eiffage va encore faire de rentables affaires. Furieusement réfractaires à toutes les prisons, nous lui avons cette nuit déclaré la guerre.

Nous nous réjouissons de toutes les attaques portées contre la mécanique de l'enfermement.

Nous admirons les insoumissions qui éclatent depuis l'intérieur des geôles : refus de rentrer de promenade, grèves de la faim, destructions de cellules, agressions de maton·ne·s, évasions.

Nous saluons les révoltes du « dehors » comme les récents incendies des véhicules de maton·ne·s et du SPIP.

Situé·e·s nous aussi dans cet extérieur relatif -pour combien de temps encore ?- nous tâchons de mener l'offensive contre tout ce et ceux qui programment, produisent et administrent les taules.

A tous les mutins, à toutes les mutines,  
Rage et courage pour saccager nos cages !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Paris : Une boucherie vandalisée**

*BFM / Jeudi 27 septembre 2018*

Une boucherie du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris a été la cible de dégradations dans la nuit de mercredi à jeudi au 74 boulevard Vincent Auriol.

Lorsque les policiers, prévenus par le propriétaire, arrivent sur les lieux aux alentours de 8H40, ils trouvent **la vitrine de la boucherie recouverte de peinture rouge. Au sol, une affiche représente la photographie d'un boucher avec le commentaire: « Je suis boucher, j'adore découper des cadavres d'innocents pour votre bon plaisir. »** Le propriétaire de l'établissement a déposé plainte. Le commissariat du 13<sup>e</sup> arrondissement a été chargé de l'affaire.

## **Sorbu-Ocagnanu (Haute-Corse) : Vive le Front de libération naturelle des chevaux !**

*Corse Matin / lundi 8 octobre 2018*

Samedi soir, en toute fin de journée, entre 22 et 23 heures, **un ou plusieurs individus ont saccagé les paddocks, fils électriques et tuyaux d'eau du centre équestre Cavalli di Sognu** géré par Celia

Barbosa et Melissa Camilli en plaine de Quercioliu sur la commune de Sorbu Ocagnanu. Un acte de vandalisme, commis avec acharnement, par des personnes qui, **en plus de saccager les installations, ont libéré les chevaux. Quarante et un chevaux, libérés de leurs paddocks, de la manière la plus anarchique qui soit** [*la liberté ne peu qu'être anarchique ! NdAtt.*], avec pour résultats de nombreuses blessures, les équidés s'étant battus entre eux. Le bilan est assez lourd avec six chevaux blessés dont deux assez sérieusement. Ce n'est que tôt le hier matin que les gérantes ont pu se rendre compte des dégâts occasionnés. [...]

## [Paris] Bouygues en cendres

par AntiPrisons - [Non Locales](#) | [prisons](#)

Dans la nuit de mercredi à jeudi 4 octobre, une voiture Bouygues est incendiée rue Laurier dans le 17ème arrondissement de Paris. Bouygues est un constructeur de prisons désormais bien connu. Nous envoyons ces signaux de fumée à Krem, dernier inculpé de l'affaire du quai Valmy à être incarcéré et à subir l'administration pénitentiaire. Ne le laissons pas seul ! Que ce petit geste incendiaire puisse donner force et courage aux anarchistes torturé-e-s et emprisonné-es en Russie, ainsi qu'aux 8 de Bâle (...)

## Clermont-Ferrand : Saccage puis incendie du local des fascistes

*La Montagne / Jeudi 4 octobre 2018*

Au lendemain de son saccage, revendiqué par deux groupuscules d'extrême-gauche [*voir ci-dessous, NdAtt.*], le local du Bastion social, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), a été victime d'un début d'incendie, ce jeudi, au petit matin. Dans la nuit de mardi à mercredi, deux groupuscules d'extrême-gauche, la Cellule antifasciste et révolutionnaire d'Auvergne (CARA) et l'organisation Jeunes Révolutionnaires, ont saccagé et pillé le local du Bastion social, rue de la Treille, à Clermont et aussitôt revendiqué leur action, vidéo à l'appui. **Ce même local a de nouveau été ciblé par une action nocturne, ce jeudi, entre 3 heures et 4 heures du matin. L'entrée du local a été fracturée et des produits inflammables ont été déversés à l'intérieur, puis incendiés. Les flammes ont dégradé la porte d'entrée et les murs.** Cette opération n'a, cette fois, pas été revendiquée.

\*\*\*\*\*

*[Note d'Attaque: Bien que tout saccage d'un repaire des fascistes nous fasse grandement plaisir, nous restons très critiques par rapport à ce genre de groupes communistes autoritaires qui l'ont revendiqué. En plus de communiquer leurs actions sur les outils de l'ennemi, à savoir les réseaux sociaux, ils se mettent en scène dans des vidéos aux allures de clips autopromotionnels. En somme, ces groupes marxistes-léninistes se placent en tant qu'avant-garde racoleuse, ce qui par ailleurs est parfaitement en adéquation avec leur idéologie. Au contraire, à notre avis une lutte contre le fascisme a du sens seulement si elle s'insère dans une démarche antiautoritaire. ]*

*France 3 Auvergne / Mercredi 3 octobre 2018*

Le milieu antifasciste de Clermont-Ferrand a revendiqué, mardi 3 octobre, le saccage du local de Bastion social. Ce mouvement révolutionnaire d'extrême droite avait pris ses quartiers en juillet 2018 près de la place de la Treille, dans le centre-ville de Clermont-Ferrand.

Les militants d'extrême gauche – membres de la Cellule antifasciste d'Auvergne et des Jeunesses révolutionnaires – ont appuyé leur revendication d'une vidéo, qu'ils datent de la nuit du 2 au 3 octobre 2018. Sur celle-ci, on les aperçoit forcer le local, baptisé « *L'Oppidum* », et y pénétrer. **Là, dans une pièce ornée de drapeaux auvergnat, français et serbe, ils détruisent des meubles et peignent à la bombe les murs.** Ces casseurs parlent de leur action, répréhensible par la loi, comme le seul moyen « *d'empêcher l'implantation* » des « *fascistes* » à Clermont-Ferrand. Selon eux, « *les pouvoirs publics sont incapables par leur moyens légalistes de [les] combattre, la préfecture faisant même preuve d'une grande complaisance envers cette organisation violente.* » Contactée ce 3 octobre, la police de Clermont-Ferrand indique qu'elle n'est pas intervenue sur les lieux puisqu'aucune plainte n'a été déposée. Sur place, aucun membre de Bastion social n'était présent pour répondre à nos sollicitations. [Ce local avait déjà été vandalisé fin août](#) par les mêmes groupes d'extrême-gauche.

## **Prison de Liancourt : Trois matons d'un coup**

*Le Parisien / mercredi 10 octobre 2018*

La violence des attaques est décrite comme « hallucinante » par les instances syndicales. **Un mineur, âgé de 17 ans, s'en est pris à trois surveillants**, ce mardi en fin d'après-midi, au centre pénitentiaire de Liancourt.

Comme ailleurs, les moins de 18 ans y ont interdiction de faire usage de tabac. Alors que l'un d'eux revient d'une formation pâtisserie, il est alpagué par des majeurs qui lui proposent de quoi fumer. Ils se dirigent alors vers les marchands clandestins, quand l'agent pénitentiaire qui l'accompagne s'interpose.

« C'est alors qu'une seconde collègue arrive en renfort. Il lui a mis un coup de poing en plein visage avant de s'acharner, littéralement sur elle, une fois au sol, souffle Dominique Deregnaucourt, délégué UFAP. Un autre collègue a lui aussi pris des coups. »

D'après le délégué, ce n'est pas le premier problème avec ce détenu au comportement hyper violent, incarcéré pour des faits d'homicides. Placé en quartier disciplinaire, il sera présenté ce jeudi en commission de discipline. Avant un éventuel passage devant un tribunal correctionnel.

This entry was posted in [Anticarcéral](#) and tagged [Liancourt](#), [Oise](#), [prison de Liancourt](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Echirolles (Isère) : Des incendies sur un chantier**

*Le Dauphiné Libéré / mercredi 3 octobre 2018*



**Plusieurs incendies ont été allumés par des inconnus sur un chantier situé rue Paul-Langevin à Echirolles, ce mercredi peu avant 4 heures. Les incendiaires ont même grimpé jusqu'à la cabine d'une grue située à une vingtaine de mètres de hauteur pour tenter de la détruire. Les sapeurs-pompiers ont à leur tour escaladé l'échelle de service de l'engin pour éteindre le sinistre qui a fortement endommagé ce matériel. [...]**

This entry was posted in [Gentrification toi-même !](#) and tagged [Echirolles](#), [Isère](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Besançon, France : Virée incendiaire contre Enedis, Engie et les journaflics – 12 octobre 2018**

**Dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 octobre à Besançon (Doubs), plusieurs véhicules ont été incendiés dans divers quartiers. Au total, huit véhicules ont été détruits par les flammes entre 3h et 5h du matin,.**

**Mais la petite particularité de ces feux nocturnes, c'est que ce sont avant tout des véhicules d'entreprises néfastes pour nos vies, des rouages indispensables pour faire tourner ce monde de merde qui sont partis en fumée: un véhicule d'Engie rue Pierre Leroy, deux d'Enedis (un véhicule utilitaire et un camion) avenue du Commandant Marceau et une voiture de l'Est Républicain rue du Tunnel.**

Engie est un célèbre collaborateur au système carcéral. L'entreprise énergétique s'investit depuis plusieurs années dans de nombreuses prisons et centres de rétention. C'est une cible de choix pour quiconque veut combattre l'enfermement d'individus, avec ou sans-papiers. Par ailleurs, sa filiale Inéo « a été choisie pour la mise au point de la plate-forme Big Data de Marseille », comme le mentionne [le communiqué d'une attaque incendiaire d'un de ses véhicules mi-juillet](#).

Concernant Enedis, elle est la pièce-maîtresse du projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure et de cette société nucléaire. Elle est responsable du flicage des gens à travers la pose des compteurs Linky. En somme, Enedis n'est rien d'autre que le jus de ce monde.

Quant à L'Est Républicain, il est un outil capital pour maintenir l'ordre social en place et les dominant.e.s, déformer ou dissimuler des faits, toujours dans le but de servir les flics et les divers projets du pouvoir.





## **Montélimar( 26200) aux Catalins Les élèves caillaient les flics le 5 octobre**

bonjour,

Vendredi 5 octobre, 2018 **Les élèves caillaient les flics**

Au lycée des Catalins, Montélimar (26), certain-es enseignant-es n'ont pas aimé les manières protocolaires de l'ancienne proviseure. En effet, lorsqu'il s'agissait de discipline, sanctions, punitions etc, elle rappelait sans cesse aux profs, qu'il fallait respecter les droits des élèves et des parents. On ne pouvait pas coller un gamin comme avant ou le faire exclure.

Suite à la découverte de balles réelles dans un atelier et en raison de la lenteur précautionneuse de la proviseure, il-elles ont fait un tel ramadan, qu'elle fut obligée de démissionner, chose extrêmement rare dans l'Éducation nationale. Habituellement, seul le recteur peut virer ou faire muter un membre de l'administration.

Depuis cette rentrée, donc, le lycée se trouve avec un nouveau proviseur parachuté d'un bahut voisin.

Il voulait « tourner la page » en serrant les boulons disciplinaires... Et

écoutait un peu trop, ceux et celles qui disaient qu'au lycée, on entrait et sortait « comme dans un moulin » .

C'est pour cette raison qu'au bout 3 semaines, il décide de fermer le portail, en le laissant ouvert juste 10 minutes à l'heure pour laisser entrer et sortir les élèves. Tant pis si les jeunes devaient attendre presque une heure avant de sortir pour fumer une clope ou s'acheter un café chez la dame qui en vendait dans le parking.

Fidèle aux méthodes antiques, le proviseur a pris cette décision sans consulter les élèves.

Au bout de quinze jours les jeunes ont craqué.

Le vendredi 5 octobre, ils ont fait un blocus.

Les flics sont arrivés à la hussarde, avec gyrophare et tambour battant.

Lors d'un contrôle d'identité d'un élève motard, ils ont matraqué et gazés les trop curieux. Un élève fut amené à l'infirmerie.

Les jeunes, furieux, ont répondu en caillassant les flics. Un élève a craché dans la figure du proviseur.

C'était une belle leçon pour la nouvelle équipe administrative. Dès lundi matin, les élèves étaient contents de voir que de nouveau, leur portail était ouvert comme ils disaient « H24 ».

[reçu par mail]

## Urbis et orbi

La promotion du béton est une pauvre gloire, on en retiendra les bouchons interminables et les ruines d'une Tour Occitanie qui tenta de s'ériger malgré une contestation obstinée.

Moudenc et sa clique vouaient la ville aux promoteurs et aux chantiers en tous genres pour faire entrer la ville de Toulouse dans la concurrence impitoyable des métropoles à grosses couilles. A qui la plus grande dalle, à qui la tour la plus phallique. A force de noyer la crise et son désespoir dans les bétonnières, les chantiers se multipliaient. Quartiers résidentiels, ramblas de mauvais goût et centres d'affaires servaient de prétexte aux expulsions de quartiers entiers et aux destructions massives.

Contre ce sens désuet d'une esthétique industrielle, contre la finance, ses cadres et ses conséquences, face à l'affront infantilisant des consultations publiques où tout est déjà décidé : tous les coups sont permis. Revoyons à la hausse le prix de leurs chantiers et du projet TESO.

Cueillons les occasions à mesure que les chantiers fleurissent.

Du ravalement de façades à la mobilisation des masses, faisons des longues nuits d'hiver à venir le gel des projets TESO et cie.

Echauffons nous, un petit mot a été tracé à l'huile de vidange sur toute la façade d'un bloc résidentiel en construction du promoteur Urbis, situé dans le quartier Lapujade.

des cousines est-allemandes

## **L'Écharde... occupe Montreuil.**

Lundi 1er octobre, alors que des artistes du Jardin d'Alice allaient sagement rendre les clefs du bâtiment, 19 rue Garibaldi à Montreuil, une trentaine de personnes sont venues perturber leur plan en occupant le lieu. Après 3 ans de gardiennage, cet endroit devait être rendu au géant de l'immobilier Nexity qui gère le bâtiment pour le compte de l'EPFIF (Établissement Public Foncier de la région Ile-de-France). Alors que l'État tente de vider de leur sens les luttes de mal-logé.e.s en faisant signer des conventions d'occupation précaire, des artistes aux zadistes, alors que les maires de gauche font miroiter des réquisitions pour grappiller quelques bulletins de vote, nous, comme d'autres, on squatte. Avec l'arrivée du métro à la Boissière, la rénovation du Bas-Montreuil et plus généralement le projet d'intégration de la ville au Grand Paris, les galérien.ne.s sont relégué.e.s en lointaine banlieue. En arrachant par nous-mêmes des espaces de vie, on n'entend pas pallier aux carences de l'Etat mais être offensif.ves à son encontre !

En plus d'être habité, l'Écharde se veut être un espace d'auto-organisation et d'activités politiques. De petites envies circulent déjà, articulant différentes luttes, notamment autour du logement, contre les frontières, la taule, et toutes les formes d'enfermement. D'autres perspectives pourront naître de rencontres dans le lieu comme ailleurs dans la rue, en manif, sur des occupés de facs ou sur des blocages économiques... On aimerait que cet endroit fasse résonner les luttes qui existent déjà et puisse être un espace d'élaboration pour attaquer ce qui nous opprime. Bref, que vivent la lutte et la liberté !

Fins et moyens sont liés. Ce lieu est anti-autoritaire, donc anticapitaliste, un espace non-marchand, et contre toutes les formes de domination. Sans partis ni syndicats, nous souhaitons mettre en place nos propres moyens d'organisation et de diffusion. Parce que nous savons que chacun.e d'entre nous peut reproduire des rapports de pouvoir, nous serons attentifs-ves aux comportements oppressifs qu'on peut véhiculer, en les prenant en main sans les déléguer aux institutions.

Sur ces bases, l'Écharde a vocation à accueillir discussions, réunions, projections, cantines, activités régulières ou ponctuelles et autres événements politiques. Vous pouvez venir proposer une initiative chaque dimanche à 17h, lors de l'assemblée publique d'organisation des espaces collectifs. La première sera le dimanche 21 octobre.

On vous invite le Samedi 20 octobre à 18h, place de la fraternité à Montreuil, pour un rassemblement puis une déambulation jusqu'à l'Écharde où aura lieu une cantine, à partir de 20h.

**Let's block ads! (Why?)**

## Kouaoua, Nouvelle-Calédonie : De la lutte directe et sans médiation contre la mine de nickel

**Mercredi 10 octobre vers 21h à Kouaoua, le tapis roulant de la mine de nickel (appelé « La Serpentine ») qui ondule sur quelque onze kilomètre entre la montagne et la mer, a de nouveau été incendié. L'incendie a détruit 200 mètres de ce tapis roulant.**

Cette nouvelle attaque incendiaire, qui est la onzième de l'année, survient alors que la société minière SLN ne transporte pas de minerai en raison du fait des multiples sabotages et au mouvement de contestation soulevé par de jeunes habitants locaux (qui en plus des sabotages, s'est traduit par de multiples actions de blocage). Ainsi, depuis la mi-août, L'entreprise SLN a fermé son centre minier. Rappelons qu'à partir du 6 août, les accès vers les mines Méa et Kiel ont été bloqués pour protester contre l'exploitation de nouveaux gisements.

En juin, un homme de 31 ans a été condamné pour avoir causé l'un des incendies.

Par ailleurs, voici ce que dit La 1ère Nouvelle-Calédonie: « **Depuis la fermeture du centre [mi-août], le convoyeur a encore été incendié trois fois.** A ce stade, la SLN a redéployé vers d'autres centres la majeure partie de ses salariés autrefois affectés à Kouaoua. Les autres ont été mis en congé, dans l'attente d'un éventuel chômage partiel. **Cette fermeture affecte également les nombreux sous-traitants, mais aussi les commerces et services de la commune.** Le conflit fragilise sérieusement la production de la SLN. Sans Kouaoua, l'usine perd un cinquième de son approvisionnement en minerai, qui plus est un minerai à la teneur particulière. Pour l'heure, la mise à l'arrêt d'un des fours de Doniambo n'est pas d'actualité, assure la société.

Mais l'industriel dit s'inquiéter pour la survie de son activité. A plus long terme, les répercussions pourraient même peser sur la future centrale à gaz, dont le dimensionnement a été pensé pour répondre aux besoins énergétiques de l'usine. »

On se rappelle également que [les chefs de la communauté kanak avaient passé des accords avec l'entreprise minière](#), ce qui n'a absolument pas calmé les jeunes de la région (bien au contraire!), qui voient leur forêt disparaître et leur environnement empoisonné pour les profits de l'Etat. Pas de négociation avec le capital et toute autorité, d'où qu'elle vienne !

La meilleure manière de lutter contre un projet écocide et mortifère, c'est l'attaque !

## Contre-info

### Les villes retenues pour les nouvelles prisons

nouvellesprisons2018-2022

**Après l'annonce du plan pénitentiaire le 12 septembre dernier en conseil des ministres, les arbitrages sur les villes retenues pour la construction de nouvelles prisons viennent de tomber.** Le futur programme immobilier a ainsi été présenté aux syndicats de matons le 8 octobre en avant-première par Stéphane Bredin, directeur de l'administration pénitentiaire, et confirmés le 9 octobre en interne par le ministère de la Justice : 7000 places supplémentaires de prison doivent être livrées d'ici 2022 (« *plan 2018-2022* ») et 8000 autres sont projetées d'ici 2027 dans un « *plan 2022-2027* ». On en trouvera la liste ci-dessous.

Une annonce globale sur les villes choisies sera faite aux médias dans les prochains jours, entre nouvelles constructions, mais aussi rénovations et augmentation de places dans les taules existantes. **Autant d'occasions supplémentaires pour s'en prendre à la machine à enfermer (cabinets d'architectes, entreprises de BTP et d'ingénierie, fournisseurs, politiciens, journalistes et syndicats qui en défendent la nécessité).**

Pour rappel, au terme de partenariats public-privé (PPP) les groupes suivants conçoivent, possèdent et/ou gèrent déjà de nombreuses prisons depuis une dizaine d'années : **Bouygues** (Nantes, Réau-Melun, Annoeullin-Lille, Le Havre, Poitiers-Vivonne, Le Mans-Coulaines), **Eiffage** (Béziers, Roanne, Nancy-Maxéville, Lyon-Corbas) et **Spie Batignolles** (Valence, Beauvais, Riom). Quant aux deux derniers gros groupes de BTP, ils ne sont pas en reste, puisque c'est **Vinci** qui s'est occupé de reconstruire La Santé à Paris (réouverture le 7 janvier 2019) et du chantier des Baumettes-2, tandis que c'est **Léon-Grosse** qui va construire la nouvelle prison alsacienne de Lutterbach. Si les nouvelles taules ne seront plus construites en PPP mais en ayant recours à des "*contrats de conception-réalisation*", ce sont ces mêmes entreprises qui continueront à s'enrichir sur l'enfermement, au même titre que les fournisseurs **Sodexo** (en contrat avec 34 prisons françaises plus 60 autres dans le monde) ou **Gepsa**, filiale d'**Engie** (ex GDF-Suez), présente dans seize prisons et bon nombre de centres de rétention pour sans-papiers.

Voici donc la liste des Maisons d'Arrêt que l'Etat prévoit finalement de construire avec son « *plan 2018-2022* », plus les annonces complémentaires de sites officiellement abandonnés. D'autres types de prisons doivent encore venir la compléter, notamment les prisons-SAS (structure d'accompagnement vers la sortie) ou les prisons entièrement dédiées au travail (dites insertion/formation).

***Que chacun exprime à sa manière ce qu'il pense de ces chantiers programmés,  
Feu à toutes les prisons,  
Liberté pour toutes et tous...***

**Nouvelles prisons (Maisons d'Arrêt, MA) programmées :**

*\* Début de chantier en octobre 2018*

**Lutterbach** (Alsace, 520 places, en remplacement des taules de Colmar et Mulhouse).

Responsables : SCAU architecture, Constructeur Léon Grosse, Bureaux d'études : Beteg/BG

Ingénieurs-conseils/EODD ingénieurs-conseils, Assistant à maîtrise d'ouvrage : Groupement Voxoa (mandataire)/Ixans, Carig/Archambault conseil/BETR

\* *Début du chantier en 2019*

**Caen** (sur la commune d'Ifs, 282 places, en remplacement de l'actuelle MA), **Avignon** (400), **Melun** (700), **Tremblay en France** (700), **Toulouse-Muret** (600) + **Angers**, où la MA sera fermée pour être transférée sur le site de la Bodinière, à Trélazé (choix de l'architecte en 2019).  
+ un CP (centre pénitentiaire) de 500 places en Guyane

\* *Début du chantier en 2020*

**Nice** (650 places), **Val de Marne** (700 places), **Alès** (500), **Var** (600)

\* *Début du chantier en 2021*

**Rennes** (a priori sur la commune de Liffré, 450 places), **Val d'Oise** (600), **Strasbourg-Illkirch** (500), **Perpignan** (500)

\* *Rénovation/agrandissement/extension (liste non complète. A noter qu'à l'exception des prisons de Colmar, Mulhouse, Caen et Angers, aucune autre ne fermera comme annoncé dans le plan-prison de 2017.)*

Coutances et Cherbourg (Manche), **Nîmes** (agrandie de 120 places), **La Talaudière** (Loire), **Gradignan** (Gironde, démolition/reconstruction, début des travaux en 2019, 600 places), **Lille-Loos** (démolition/reconstruction, début des travaux en 2018, 840 places),...

*Et sont annulés les projets de 2017 annoncés sous le précédent gouvernement (plan Urvoas) :*  
Ajaccio, Nantes-Bouguenais, Lure (Meuse), Dommartin-lès-Toul (Meurthe&Moselle), Saint-Bonnet-les-Oules (Loire), La Roche-sur-Yon ou Fontenay-le-Comte (Vendée), Vannes (Morbihan), Donchery (Ardennes), Saint-Lô ou Cherbourg (Manche), Saint-Laurent-Blangy (Pas de Calais),...

## **Le naufrage de Génération Identitaire continue**

Dernière bouffonnerie en date de Génération Identitaire, s'attaquer au siège de SOS Méditerranée, rue Paradis à Marseille.

Après la mer et la montagne, retrouvez les fachos 2.0 à la ville. Ce que préfère Génération Identitaire, c'est la communication. Faut dire qu'ils ne sont pas trop doués pour le reste, et sans la couverture médiatique dont ils font l'objet, on pourrait plus facilement rire du ridicule de leurs actions. [Leur aventure en bateau ne leur a pas trop réussi](#), c'est le moins qu'on puisse dire, et [leur randonnée en montagne](#), en plus de « bloquer » le mauvais col, a été défaite le lendemain par une mobilisation et une marche antifasciste transfrontalière impressionnante.

Beaucoup d'argent dépensé. Un bateau, des locations d'hélicoptères, de SUVs et de l'équipement, tout ça pour pas grand chose. Mais ça fais vendre du papier...

Plus modeste dans leurs dépenses cette fois, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'aller occuper le siège de SOS Méditerranée pour y accrocher une banderole. 22 interpellations plus tard quelques uns se retrouvent en GAV pour « *violences volontaires et séquestration en réunion* ».



Bon, trêve de plaisanterie, ne laissons pas ces clowns éclipser les réels acteurs des politiques de répression migratoire et de criminalisation des solidarités, l'État et ses polices. Pour reprendre les choses sérieuses, [rendez-vous demain à 14h30 au Vieux-Port !](#)

## Lutte

### [Appel depuis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à une mobilisation urgente pour empêcher le démarrage de l'EPR de Flamanville](#)



Ceci est un message adressé à tous les comités de soutien NDDL, nous avons arrêté ensemble la construction d'un aéroport, à présent nous vous proposons d'empêcher d'urgence le démarrage de l'EPR

**Le 13 octobre lors de la Marche pour le Climat nous appelons tous les comités de soutien NDDL à demander que le programme criminel de l'EPR soit définitivement stoppé.**

Nous vous proposons de faire des pancartes ou banderoles pour rappeler que l'énergie nucléaire n'est pas une alternative crédible aux autres énergies fossiles. Nous faisons confiance à votre créativité en la matière nucléaire ! Voici quelques pistes de slogans :

"EPR, arrêtons la fuite en avant"

"Energie nucléaire, climat de mort"

"Ni effet de serre, ni EPR"

"EPR, MOX, BURE, arrêt complet de la filière criminelle"

"Respecte ta mer, nique ton EPR"

"EPR c'est le bouquet énergétique final"

"EPR, ça suffit ! Mobilisation !"

**Appel depuis la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à une mobilisation urgente pour empêcher le démarrage de l'EPR de Flamanville**

Parce que le démarrage de l'EPR gravement défectueux de Flamanville mettrait en danger une très large population et qu'il contaminerait l'environnement pour des millions d'années.

Parce qu'il donnerait le signal du redémarrage de la filière nucléaire française en faillite, et dans son sillon celui de l'industrie nucléaire mondiale.

Parce que bientôt il sera trop tard pour empêcher le désastre : sauf retournement de situation, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN), devrait signer très prochainement l'autorisation de mise en service de la cuve de l'EPR, malgré toutes les malfaçons qui ont retardé son démarrage de 7 ans.

Parce que cet EPR, et ceux qui devraient suivre, concentrent toutes les tares du nucléaire civil auxquelles s'ajoutent celles, invraisemblables, de cet EPR lui-même : un acier de cuve défectueux, forgé hors de tout respect des normes (en rapport avec un scandale d'Etat technico-financier, suivi d'une falsification par AREVA, avec le silence complice d'EDF et de l'ASN, de très nombreux certificats concernant cet acier) ; une transmission incomplète des compétences techniques (du fait de la multiplicité de la sous-traitance, du travail au noir par Bouygues sur le chantier), un béton du socle du réacteur fissuré, des soudures défectueuses, un cerveau électronique de contrôle-commande tout récemment piraté, etc...

Parce que son combustible prévu, le MOX, contenant du plutonium, celui-là même qui fut utilisé à Fukushima Daïchi, est extrêmement dangereux. Parce que les déchets de cette nouvelle filière exigeraient une multiplication des lieux de stockage démentiels comme celui que l'Etat veut imposer à Bure, ou la construction d'immenses piscines centralisées du type de celle prévue à Belleville-sur-Loire,

Pour toutes ces raisons il nous faut impérativement et rapidement empêcher le démarrage de l'EPR de Flamanville. De plus il contaminerait la cuve et son environnement, rendant alors son démantèlement impossible.

Inspirons-nous de la résistance exemplaire de la population de Jaitapur en Inde s'opposant à la construction de 6 EPR imposés par EDF- ORANO (ex-AREVA en liquidation), et à qui notre mobilisation bénéficierait en retour.

C'est pourquoi, de Notre-Dame-des-Landes, nous lançons un appel à tous les comités NDDL à s'emparer de cette affaire intolérable, à constituer des comités EPR en association quand cela est possible aux comités Bure, en prévision d'un grand week-end de mobilisation antinucléaire à venir.

Et dès à présent participons à la Marche pour le Climat du 13 octobre avec pancartes et banderoles exigeant l'arrêt du nucléaire, à commencer par l'EPR.

Des habitant-e-s de la ZAD, le Réseau « l'EPR ça suffit »

De nombreux liens sont disponibles dans le document en pièce jointe.

## Récit

## [Récit] Du "déménagement" de Bréa à la libération des enfermés !

   publié le dimanche 7 octobre 2018 à 21:39 | Le CRAN - Comité de Réquisition et d'Action Nantais |





Jeudi matin, 7h00, une armée de flics est déployée dans le quartier Graslin. Tout est bouclé, l'ancien EHPAD de Bréa va être expulsé... Un matelas est brûlé en signe de protestation. À peine le temps de réunir leurs bagages que les copains montent dans les bus affrétés à l'occasion pour les déplacer vers un centre de tri ou sont remis.e.s à la rue sans solutions de relogement (étrangement, pas un mot dans la presse locale pour ces personnes qui se retrouvent sans toit). Sur place, on demande à des représentant.e.s connu.e.s de Nantes Métropole Habitat comment récupérer les affaires des gens, comme l'insuline de cet homme... On nous ignore, on nous méprise. Dans l'incompréhension et le stress générés par l'expulsion, l'association France Horizon fait signer aux habitant.e.s de l'ex-EHPAD le règlement du CAES (le texte est en français). Les exilé.e.s non francophones pour une grande partie d'entre-elleux ne sont tout simplement par informé.e.s sur les conditions de semi-enfermement du dit CAES et que ce centre n'est qu'une étape pour "évaluer les situations administratives" entre "bons" et "mauvais" exilé.e.s. Trier des humains, comme on trie des marchandises ! Voilà le credo des institutions. Toi tu iras ici (CAO, PHRADA, CADA...), toi tu iras en CRA... Pas de quoi y voir une victoire... Rappelons que la mairie et la préfecture s'étaient gargarisées dans les médias la veille de la manif du 31 mars contre toutes les expulsions en promettant la création un centre d'hébergement inconditionnel.

Et parlons CRA justement. Cet opération de police est aussi l'occasion pour la préfecture et la mairie d'organiser une rafle. Un bus de soixante place est spécialement affrété pour le commissariat central de Waldeck-Rousseau. Bien que terrible, l'ironie résidera dans le fait que le bus ira bien au comico... avec deux exilés à son bord (les autres camarades arrêtés ayant été transportés dans les voitures de la police nationale). Devant Waldeck, les soutiens venus attendre une éventuelle sortie des camarades et surveiller les départs de véhicules de flics en direction du centre de détention seront à trois reprises sous le coup de tentatives d'intimidation par les keufs avec à la clé des contrôles d'identité et des photos prises avec un gros objectif depuis les fenêtres du commissariat. Bilan de cette journée macabre : une dizaine de camarades exilé seront interpellés, 4 seront incarcérés au CRA de Rennes. Une soixantaine de personnes n'ont plus de toit et plus de 120 personnes seront envoyé.e.s vers un centre de tri.

Vendredi tôt le matin... Pour ceux qui avaient trouvé.e.s refuge sous le square abrité des fonderies, le réveil est brutal, arrosage des plantes allumé, vols des couvertures par les fonctionnaires de polices et de la mairie nantaise, grilles fermant l'espace et privant de l'abris ceux qui dorment à la rue. Les expulsions et les arrestations ne suffisent pas ! Les autorités continue sans cesse de traquer et intimider les exilé.e.s et leurs alli.é.es. Le soir, un rassemblement de soutien contre les expulsions, les incarcérations et déportations, est appelé et réunie plus d'une centaine de personnes. Le cortège déambule dans le centre ville sans la présence omnipotente des

condés, passe par les rues piétonnes, devant l'ancienne école des Beaux Arts (toujours vide et surveillée 24h/24 par une boîte de sécurité privée), puis la mairie de Nantes. On chante des slogans, on demande la libération des C(R)Amarades. On invective les agents de la TAN, réseaux de transports actifs dans l'expulsion du camps square Daviais. On chahute des flics dans les camions de CRS stationnés place du commerce. Rejoignant la distributions de bouffe ayant lieu devant l'Hotel Dieu, en chantant, là c'est la provocation. Des flics en voiture banalisée s'arrêtent, ouvrent leurs fenêtres et d'un air moqueur commentent l'arrestations de nos ami.e.s la veille. Ni une, ni deux, effervescence collective. Les manifestant.e.s zbeulent gentillemeent la voiture des policiers terrorisés. Un second véhicule de la police placé derrière se permet même de lancer une grenade lacrimo à main pour se dégager de la pression des manifestant.e.s. On est véneres, et il y a de quoi.

Samedi crêpes et anti-rep : au marché de la petite Hollande, il y a du monde et du "beau" monde. Effectivement la maire de Nantes, Johanna Rolland, et son équipe sont présentes pour échanger avec les habitant.e.s du quartier sur le thème de la participation citoyenne en démocratie. Pas de chance pour Jojo, un mystérieux commando F.A.R.I.N.E organise une attaque d'une extrême violence à l'encontre de la maire à l'aide d'une arme de destruction massive... Du blé moulu. Trop insupportable pour la classe politique et médiatique qui fait front commun pour condamner les violences. De Ruy (ou de Ruglyphosate, on ne sait plus trop) en tête pour dénoncer l'attentat enfariné de ces militants extrémistes. Quelle blague... La violence, c'est celle que nous vivons dans les systèmes de contrôle, de surveillance et de gestion des individu.e.s. La violence c'est les politiques racistes appliquées par la ville et le gouvernement français avec son lot d'humiliations, d'exclusions, d'expulsions, d'incarcérations et de déportations. La violence c'est l'Etat et toutes les institutions qui incarnent les figures d'autorités et appliquent les lois sécuritaires. A Rennes, comme la journée précédente, une team de soutien part rendre visite aux camarades enfermés en CRA. L'après-midi, c'est le moment pour les copains de passer devant le juge des libertés et de la détention à la cité judiciaire en centre-ville. On va savoir si la procédure d'enfermement a été respectueuse des droits des personnes. L'atmosphère est tendu, des flics de la police aux frontières sont présents en nombre dans les couloirs du palais de justices. Six personnes passent en délibéré, elles ressortiront toutes pour vices de procédures. Poooww, pooww la PAF est en PLS. Le représentant de la préfecture de Nantes fait grise mine. Nos potes sont libre, et ne seront pas déportés aujourd'hui... On rentre ENSEMBLE à la maison. Il y a de la joie mais on ne peut oublier tou.te.s les adultes et enfants enfermés.e.s dans ces centres en attente de leur libération ou leur expulsion du pays.

No borders, no nations, stop deportation !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Réflexions

# Journée sur l'enfermement des femmes

## Une journée pour parler du contrôle social exercé sur les femmes

### Campus de Nantes, au Pôle étudiant.

"Synopsis" de la journée : Si les prisons françaises ne comptent "que" 3,7 % de femmes incarcérées c'est seulement le résultat d'un contrôle social plus fort sur les femmes. Au tribunal et en prison, elles ne sont jamais considérées comme de vraies justiciables, elles ont toujours un traitement différencié. Récemment, une historienne et un historien ont ouvert les archives des instituts bon pasteur, des lieux tenus entre 1860 et 1980 par des bonnes sœurs où des juges ou des pères enfermaient des filles considérées comme "mauvaises" (des adolescentes considérées comme "trop masculines", ou qui fuguait, ou se prostituaient, qui étaient enceintes - que ce soit issu d'un viol, de la prostitution, ou d'une relation sexuelle voulue - etc..). Des milliers de filles sont concernées par ces lieux d'enfermement.

Lors de cette journée on fera des liens entre cet enfermement là, décidé sans procès par des patriarches, l'enfermement psychiatrique (pour "hystérie", ou d'autres conneries de ce genre), l'enfermement domestique, etc.

Au final, on ne veut des prisons pour personne. La prison est sexiste, (raciste), (classiste), transphobe, LGBTphobe, elle détruit les corps, et soumet les détenu.e.s à une oppression sur leur liberté, mais aussi des oppressions sur ce que ces personnes enfermées représentent pour le corps social.

A partir de 14h, discussion autour de ces thématiques **Toute la journée est gratuite, c'est juste préférable de réserver pour le soir, ça nous permet de préparer la salle.** Par téléphone au 0632786895, un SMS suffit, ou par mail à [midiaumitard@gmail.fr](mailto:midiaumitard@gmail.fr), ou directement sur ce lien : <https://goo.gl/forms/f8iOT6CtEQ7H5Lo43>

---

## PROGRAMMATION

14h - Accueil par les militants du Genepi & de Midi au mitard - Vente à prix libre du Passe-Murailles "Genrer & punir"

16h-17h - Émission de radio "Féminisme & Anticarcéralisme" Partie II --- en public (& sûrement en direct sur la radio Prun')

(Partie I en podcast ici : <http://www.prun.net/midi-au-mitard/>)

18h30 - 19h - Création "Route d'Eyburie 17150 UZERCHE" - Victoire interprète une chorégraphie, enfermée, qui démontre l'aliénation qui découle de l'emprisonnement, mais aussi l'humanité toujours présente.

20h30 - 22h30- Conférence théâtre "Mauvaises filles" de la Compagnie A la tombée des Nues — Mise en scène par deux comédiennes des archives des bon pasteur, en présence d'un des

historien.ne.s qui a déterré les archives de ces lieux d'enfermement. (Merci de réserver, voir ci-dessus)

## **L'ECOLE EST UNE PRISON**

### **Pouvez-vous expliquer pourquoi, à vos yeux, l'école est un lieu d'aliénation ?**

L'école est peut-être le maillon le plus fort de notre enchaînement dans la société à l'heure actuelle. C'est à l'école que les gens apprennent à obéir. C'est à l'école que les enfants apprennent qu'il y a le maître et l'inférieur. C'est l'école qui nous apprend une certaine vision de la démocratie. Par ailleurs, on nous explique que c'est là où on apprend la vie en collectivité. Je suis persuadée que la vie collective, de force, pour des petits, ne peut que les amener à perdre toute confiance en eux et en leur individualité. À l'heure actuelle, les discours officiels le disent, on n'a plus la prétention d'apprendre à lire et à écrire aux enfants. Ce qu'on veut, c'est juste les socialiser. Mais socialiser les enfants veut dire leur apprendre qu'il y a des chefs, qu'il y a des faibles... Dans les années soixante-dix, une partie de ces faits avait été soulevée à gauche, la droite ne se préoccupant pas du tout de cette question, à vrai dire. La gauche a eu son mot à dire dans la défense de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Ce sont donc les gens de gauche qui ont été les plus heurtés par les deux livres que j'ai écrits sur le sujet.

### **Vous ne vous contentez pas de dénoncer les abus ou les errances de l'école. Vous vous attaquez au fondement même de cet enseignement de masse des mineurs.**

Je ne suis pas contre l'école, mais contre l'école obligatoire. Je rêve d'une école qui soit ouverte à tous et à toutes les classes d'âge. En effet, les classes d'âge aussi me font bondir. La plupart des gens qui n'ont pas mis leurs enfants à l'école ne disait pas « mon enfant n'ira pas à l'école », mais « mon enfant ira à l'école, s'il veut y aller, quand il le voudra ». Car elle est aussi un lieu de l'oppression d'un adulte supposé savoir, sur celui qui ne sait pas. L'oppression du savoir est une des oppressions les plus ravageuses. On reproduit ainsi le schéma de la domination sociale. Des personnes comme Bourdieu avaient fait ce travail et cette constatation bien avant moi. La promotion sociale n'existe absolument plus aujourd'hui, bien qu'on nous dise sans arrêt le contraire.

En général, on considère l'enfant comme un être inférieur, en formation. L'adulte est supérieur à l'enfant, c'est évident pour tout le monde : cette supériorité est soi-disant naturelle. Pour l'opinion, les enfants n'existent pas en tant que tels. Ils n'existent pas dans le présent, ce sont des êtres futurs. « Un jour » ils seront mais, pour l'instant, ils ne sont pas. Cela m'a toujours heurtée. Un enfant, c'est toujours un « plus tard » : « Plus tard, tu comprendras », « Plus tard, tu feras ce que tu veux », « Plus tard, tu seras libre », etc. Quand on est enfant, on n'est pas seulement vu comme une pâte malléable, mais aussi comme un sous-individu. L'enfant est un projet, un projet de ses parents, de son entourage, de la société. C'est un individu qui subit énormément de pressions. Les enfants ne sont pas reconnus pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils seront. Selon que l'on a besoin de cadres dans tel domaine, de techniciens dans tel autre, on va orienter les enfants vers ces filières.

L'oppression que subissent les enfants est invisibilisée car on la décrit comme naturelle, comme vous l'avez rappelé. « Naturelle », de la même manière qu'on a pu décrire comme « naturelle »



l'oppression exercée sur les esclaves, sur les ouvriers, etc. Bien sûr, tout comme l'oppression des femmes, le pouvoir exercé sur les enfants est donné comme naturel. Ce sont des êtres faibles, ignorants, que l'on doit éduquer. Ils sont donc considérés comme inférieurs par rapport aux adultes.

Il y a des sociétés où l'institution scolaire est moins forte et féroce que la nôtre, on sait donc bien que cette oppression supposée naturelle ne l'est pas tant que cela. Prenons l'exemple de nombreux pays où les enfants de cinq ou six ans ont une autonomie totale et un rôle social dans la société. Ainsi, au Sahara, il m'est arrivé d'avoir été prise en stop par une voiture conduite par un enfant de sept ans. On peut comparer les enfants à des esclaves, à la différence qu'ils sont entourés par l'idée de protection. Dans notre société, on est censé protéger les « faibles ». L'enfant étant faible, il a besoin d'une protection. Je ne pense pas qu'on dise cela d'un ouvrier ou d'un esclave. Par contre, les femmes sont également vues comme faibles, comme des personnes à protéger. Cette notion de protection est très intéressante. Il est entendu qu'un enfant de deux mois ne va pas vous dire : « Donne moi une couverture de plus car, cette nuit, il va faire froid ». Il faut penser pour le bébé qu'il aura besoin d'une couverture ou qu'il risque de se blesser avec du charbon rouge. Mais la grande distinction est qu'il faut le faire, non pas parce que c'est un inférieur, mais parce qu'il ne sait pas encore. J'ai reçu récemment des amis d'Angleterre, et au moment de traverser, je leur ai signalé le sens de la circulation, parce que cela ne leur vient pas immédiatement à l'esprit. Avec un enfant, on doit l'avertir des dangers de la même manière qu'avec un ami. Cela va de soi d'être prévenant avec des gens que l'on aime. Ce n'est pas de la protection dont il faut user, mais de l'aide. Le savoir est une très grande oppression, peut-être la plus grande. Quand on dit que les enfants sont insouciantes, en fait, on dit qu'ils ne savent pas. Mais les enfants sont très souvent soucieux et malheureux, ils vivent les choses très profondément.

**Dans « Insoumission à l'école obligatoire », vous abordez aussi la question de l'appartenance. Est-ce que les enfants appartiennent à quelqu'un ?**

Dans nos sociétés, les enfants appartiennent à leurs parents. Mais j'ai connu énormément de personnes, dans les années soixante-dix, qui rêvaient d'aller vivre dans des kibboutz, où les enfants n'appartenaient plus à leurs parents mais au groupe. J'ai également connu des tentatives libertaires de vie en communauté où il y avait quand même cette idée que nos enfants ne nous appartiennent pas, mais en plus atténué que dans les kibboutz, c'étaient plutôt des expériences de partage des tâches éducatives et des responsabilités. De grandes réflexions sont nées de ces expériences. L'idée d'appartenance n'est pas simple du tout. L'idéal, c'est que l'enfant puisse choisir les personnes avec qui il veut vivre. Ce n'est pas forcément avec ses parents. À la vue des conditions de vie qui sont les nôtres dans cette société patriarcale et capitaliste, on ne peut pas demander aux enfants comment ils veulent vivre. Mais les personnes qui ont vécu dans des communautés dans les années soixante-dix, comme c'est mon cas, en gardent de très beaux souvenirs de partage, de solidarité, d'échange éducatif. On parvenait à faire entièrement confiance aux enfants.

**Selon vous, peut-on éduquer sans enfermer et sans conditionner ?**

Il ne faut pas jouer sur les mots. Éduquer signifie conduire étymologiquement. Peut-on conduire un enfant où il le désire ? Peut-on vivre avec un enfant sans exercer une pression sur lui ? Il y a hélas

des évidences. Si on vit avec un enfant, on lui transmet notre langue, un certain type de vocabulaire, même notre niveau de langue. Mais on peut élever son enfant vers l'avenir et vers ce qu'il veut. L'éducation telle qu'on la conçoit dans notre société passe aussi par la punition et la récompense, qui permettent d'opérer une pression sur l'enfant pour le manipuler.

### **L'éducation sans punition fait partie des choses que vous réclamez. Comment est-elle possible ?**

Quand je disais, par exemple, qu'on peut espérer conduire un enfant où il veut, on peut comparer cela à l'idée que, si je fais un voyage au Japon, j'espère qu'on va m'éduquer, c'est-à-dire qu'on va m'initier à des choses qui m'intéressent. Mais si l'on entend « éducation » dans le sens de « dressage », alors là, bien entendu, l'éducation devient inacceptable. Le mot « éducation » lui-même est donc perverti, car on peut lui faire dire des choses opposées. L'idée de punition, qu'il s'agisse d'enfants ou de criminels, est évidemment une abjection. Mon dernier livre, Pourquoi faudrait-il punir ?, traite du droit pénal. Je ne vois pas pourquoi on punirait qui que soit, et pas plus un criminel que quelqu'un d'autre, tout simplement parce que ça ne sert à rien : ça ne peut aider ni la victime, ni le criminel, ni la société. J'ai étudié tous les arguments qu'on m'a avancés et je ne vois pas leur utilité. Pire, je vois à quel point cela nous use : nous sommes pourris par cette société de vengeance, qui veut, entre autres, punir l'individu malfaisant. à une malfaisance, au sens le plus large du terme, on en ajoute une autre : il a fait du mal, donc on lui fait du mal ! S'il s'agit d'un individu normalement constitué, lui aussi voudra ensuite faire du mal à celui qui lui a fait du mal. Ça peut durer longtemps et ça fait effectivement des millénaires que ça dure. Malheureusement, je ne pense pas que cela puisse s'arrêter d'un coup. En revanche, on a vu des systèmes s'écrouler ! Il y a des systèmes religieux, des civilisations, par exemple, qui se sont effondrés, et je pense que le droit pénal peut s'effondrer...

### **On peut poursuivre cette réflexion très intéressante sur la punition, en faisant un parallèle entre l'école et la prison.**

L'école est fondée sur la punition, mais on pourrait concevoir une école sans punition ni récompense. Cependant, dans la mesure où nous sommes traditionnellement dans une culture du dressage, et non du partage des connaissances, on s'est mis en tête qu'on ne pouvait rien apprendre aux enfants sans punition. Encore une fois, je pense qu'on pourrait imaginer des écoles non obligatoires qui seraient ouvertes, un peu partout, fonctionnant sans punition. Le caractère obligatoire de l'école participe activement à entretenir la punition comme principe éducatif : les enfants sont obligés de se soumettre, étant donné qu'ils sont obligés d'aller à l'école. Ils ne peuvent pas, par exemple, changer de classe s'ils préfèrent suivre les cours de tel enseignant... À l'intérieur de l'école, les adultes peuvent pratiquement tout se permettre, car les enfants n'ont pas d'autre choix que de continuer à y venir. Je ne blâme pas les enseignants, je n'ai rien contre eux. Certains subissent même des punitions s'ils ne respectent pas le règlement de l'école, avec le système de l'inspection. Par contre, je suis en colère contre un certain nombre de syndicats d'enseignants qui ne cherchent pas à modifier cet état de fait. Pour en revenir à la punition, elle peut prendre plusieurs formes. Celle qui est la moins remise en question est celle qui consiste à dire à un enfant : « Écoute, tu ne veux pas venir en cours : libre à toi, on ne va pas te crier dessus mais, par contre, tu ne passeras pas en classe supérieure, tu n'auras pas ton diplôme ». C'est quand même une des plus

grandes punitions et une revanche du corps social sur l'enfance. L'application de la loi et des règles est la même à l'école et en prison. La loi est la même pour tous avant d'entrer à l'école et de pénétrer en prison. On ne demande pas à un détenu incarcéré de respecter la loi française, mais le règlement, c'est la même chose à l'école. Tout lieu d'enfermement obligatoire fonctionne sur ce principe. Que ce soit à l'école, en prison ou dans tous les lieux d'enfermement, on ne peut pas faire de cas particulier pour les individus. Ce qui veut dire qu'on ne vous considère plus comme des personnes, mais comme une masse, et une masse à surveiller. L'école est devenu un foyer de surveillance des enfants qui les laisse rentrer chez eux le soir. S'ils sortent de la norme, ils vont en pensionnat et ne rentrent chez eux que le week-end. S'ils ont un comportement qui sort encore davantage de la norme, ils se retrouvent en foyer d'éducation surveillé, dont ils ne peuvent pas sortir du tout. L'école est un lieu d'enfermement.

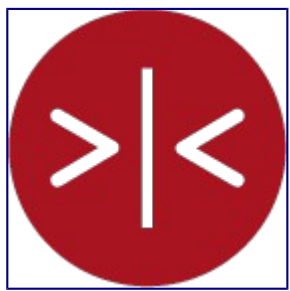
(source : <https://mafia12.fr.gd/L-h--e2-cole-est-une-prison.htm>)

## **« Individu dangereux » : ce qu'un passage à l'aéroport apprend sur le fichage des militants**

[fichage](#) | [anti-terrorisme](#) | [surveillance](#)

Quand un militant anarchiste passe devant la police de l'air et des frontières, c'est l'occasion de découvrir comment il est fiché. Petit récit de voyage d'une personne « fichée S ».

A bientôt 30 ans j'ai enfin cédé à l'injonction du voyage : j'ai pris l'avion pour la première fois de ma vie. C'est vrai que j'avais mis du temps, tant par convictions écologistes, par manque d'envie de voyager, que par attachement au plancher des vaches. Direction le Maroc pour une pure ballade touristique. Je me retrouve donc à l'aéroport de Beauvais devant le box de la Police de l'air et des frontières. Bon j'appréhendais un petit peu déjà. Il faut dire que je suis au courant [depuis quelques années que je suis « fiché S »](#) comme on dit. Pour mon appartenance au mouvement anarchiste. J'avais déjà publié un article sur Paris luttés info il y a 3 ans à ce sujet qui vous permettra de connaître les raisons de ce fichage et de savoir comment je m'en étais aperçu. Pour rappel j'avais découvert ma fiche S en 2010, soit à 21 ans, date de ma dernière garde à vue. Entre temps j'ai du être contrôlé 2 fois en manif. La dernière fois devant dater de 2014.



## A lire aussi : Comment j'ai appris que j'étais fiché « S »

### « Je fais bugger la matrice »

Donc me voilà devant la PAF. Je leur file mon passeport, ils me le rendent. Pas de soucis. Je passe sur le côté de la petite cage en verre dans laquelle les flics sont confinés. Derrière, les autres voyageurs continuent à passer. Et là la personne avec qui je prend l'avion me dit :

— Tiens c'est bizarre, y'a encore ta tête sur l'ordi du flic

Je me retourne et je vois en effet mon visage. Une photo assez récente : celle de mon passeport tout neuf (il a un mois). Accolé à mon nom, en gros et en rouge, une signalétique anxiogène : « Individu dangereux ». Juste à côté, une indication pour le flic : « Ne pas attirer l'attention ».

Tous les codes sont là : je suis bien conforme aux caractéristiques de la fiche S.

L'histoire aurait pu s'arrêter là. Mais c'est sans compter sur la fierté minable du flic qui suivait mon dossier. Celui-ci sort de sa cage en verre et vient me voir. La suite est surréaliste. Il se met à me parler devant tout le monde. J'essaie de retranscrire la conversation mot pour mot :

— Bonjour monsieur. Bon alors on a une petite fiche ?

— Oui je suis au courant...

— Mouvance anarcho je sais pas quoi... (prononcé anarsho) Vous avez des problèmes avec nous non ? Vous nous aimez pas trop ?

— Euh j'ai été condamné par la justice en 2011 oui. Mais sinon rien depuis.

— Vous êtes sûr ?

— Bah oui.

— Mouais... En tout cas vous avez une fiche hein. Bon ceci dit, on va pas vous empêcher de partir pour ça hein (avec un air de flic sympa, comme si il avait le pouvoir de m'empêcher de partir...). Et puis bon, c'est pas vous les plus dangereux hein vous le savez comme moi ! (autrement dit, on vous fiche gratos)

— Et puis-je savoir comment je pourrais la perdre cette fiche ?

— Ah faut faire des démarches hein ! Mais vous vu votre dossier ça va pas passer. Allez bon voyage !

On peut donc noter plusieurs choses déjà :

- le flic n'a pas respecté les consignes, fier de montrer que l'État est tout puissant, il s'est laissé aller à me refiler des informations qui me permettent de faire cet article. Et il y a pris

du plaisir. Comme quoi la connerie congénitale de la maréchaussée et la confiance en soi des fonctionnaires de police pose vraiment des problèmes à la bureaucratie.

- Ma fiche a l'air bien à jour. J'ai pu voir cette photo dernier cri. Mais si on lit entre les lignes, le flic a été suffisamment insistant sur mes activités présentes pour imaginer que ma fiche est un peu informée. Probablement mes présences en manif, mais on peut aussi imaginer mes conversations téléphoniques, mes contacts avec des membres de « la mouvance anarcho-autonome ». [1]

Après une semaine de répit au Maroc (quoi qu'il y ait encore plus de flics qu'en France), des tajines à profusions et de jolis paysages, je me retrouve de retour à l'aéroport de Beauvais devant cette même PAF. Autre flic mêmes emmerdements.

Le flic passe mon passeport. Rictus en regardant l'écran qui indique ma fiche. Visiblement il ne sait pas comment faire. Il appelle un technicien à grand renfort de « mais qu'est ce que c'est que cette merde bordel de merde putain ! » (amis poètes...). Après trois coups de téléphone il sort de sa cage pendant 5 minutes. Il revient et me fait patienter sur le côté pendant que je vois la moitié des gens de mon vol passer devant moi. Un daron rebeu du style qui en a vu d'autres passe devant moi et me dit :

— Ca va mon frère t'as un souci avec eux ? Un problème de passeport ? Ils te connaissent bien ?

— Ouais je fais bugger la matrice.

— Ah bah bon courage cousin !

Ça a le mérite de me faire sourire et de me dire qu'un certain nombre de gens captent ce qui se passe.

Au final je passerai dernier de l'avion. Tout seul face à la PAF. J'ai eu franchement peur de me taper une fouille à minuit à Beauvais mais le flic m'a juste regardé droit dans les yeux avec un sourire en coin en me tendant mon passeport. Sa virilité en est sans doute sortie grandie.

## **Les raisons d'un fichage**

Je dois avouer ne pas avoir trop apprécié cet exercice de fichage. Il est certes gratifiant qu'un ennemi tel que l'État considère les révolutionnaires comme des individus dangereux. Peut-être nous voit-il comme des ennemis dignes d'intérêt. Mais néanmoins, d'un point de vue strictement individuel, ce fichage est très pesant à plus d'un titre. Il conditionne déjà des contrôles policiers plus tendus. À l'heure où les flics [ont la gâchette facile](#), où la paranoïa est à l'oeuvre dans toutes les strates de l'appareil d'État, ce n'est pas une bonne nouvelle pour moi d'être mis sur le même plan que le dernier des djihadistes au moment d'un contrôle de police.

Le deuxième point qui m'inquiète, c'est bien sûr la question du changement de régime. Nous sommes dans une période compliquée où l'extrême-droite est à l'offensive partout en Europe. La France ne fait pas exception. Or, il est clair que si un régime plus réactionnaire (qu'il vienne directement d'un changement de gouvernement ou d'un durcissement du régime actuel) venait à s'implanter, je serai parmi les premiers à vivre dans la peur de l'arrestation. Je pense même avant les djihadistes, qui sont bien utiles pour les forces réactionnaires.

Et, même si je le savais déjà, j'ai eu confirmation que des gens que je ne connais pas, eux, me

connaissent et sont payés à voir ma tronche dans divers endroits. Et ça c'est quand même particulièrement désagréable.

Mais ce qui me rend le plus perplexe, c'est surtout les raisons du fichage. Ceux qui me connaissent et me fréquentent savent qui je suis : un militant public, qui assume des positions publiques. Mes pratiques politiques ont été diverses ces dernières années mais toujours dans des cadres très formels et sans grand secret. Les actions de sabotage, même si je les soutiens (et soutiens évidemment toutes les personnes inquiétées par la justice à ce niveau-là [2]), ça a jamais été mon truc. De même que la participation active à l'action directe en manifestation. Et ça, les flics le savent.

Alors même si je suis pas dans la tête d'un flic (et j'ai pas trop envie d'y être) je peux formuler plusieurs hypothèses :

- La première c'est qu'ils s'en foutent de tout ça. Ils s'en foutent que je sois véritablement susceptible de créer un groupe armé ou pas. Ce qu'ils veulent c'est un quota de fiches. Ce qu'ils veulent c'est garder sous la main un maximum de personnes du mouvement anarchiste pour pouvoir effectuer une rafle ou des intimidations en temps voulu. J'avais d'ailleurs sur cette base là [été convoqué en 2015](#) au lendemain des attentats du 13 novembre dans le cadre d'une [très belle manifestation non déclarée](#). Dans son cerveau malade, l'État ne fait pas de distingo. Si ce n'est toi c'est donc ton frère. Et on sait que taper très fort sur une personne pèse sur tout un mouvement.
- Autre hypothèse, les flics m'ont mis le grappin dessus justement parce que je suis un militant public. Justement parce que je suis une personne qui connaît beaucoup de monde, qui est à cheval à la fois sur le mouvement libertaire classique et sur l'autonomie, justement parce que j'ouvre ma gueule en AG. Pour foutre la trouille à ceux qui sont à l'aise, qui assument leurs positions politiques. Ceux qui sont sans cagoules et qui applaudissent les cagoulés en tête de cortège.
- Enfin, dernière hypothèse : l'État est feignant. Il a eu une fiche il y a 10 ans. Il s'y accroche. Je suis juste dans le sale œil du bureaucrate zélé qui est incapable de contextualiser quoique ce soit et qui m'a vu à 20 ans comme un danger pour la société. Pour lui je le serai toujours, même si je devais un jour rentrer dans le rang... Être dans l'engrenage n'a pas forcément de rationalité. On l'a vu [durant la COP 21](#) ou plus récemment avec [la mise en examen et l'extradition de Loïc Citation](#). Alors à quoi bon rentrer dans le rang ?

## **Ne rien renier**

Une demande de retrait de fiche S est une procédure administrative. On peut en avoir un aperçu ici dans le cas du [journaliste Gaspard Glanz](#). Cette demande de retrait est néanmoins soumise à enquête. Une enquête sur tes pratiques politique (j'en ai encore) et tes contacts avec la "mouvance" (j'en ai encore).

Alors je pourrai évidemment demander de retirer cette fiche de mon dossier. Il serait nécessaire pour cela de passer par plusieurs phases de reniement. Renier tous mes engagements, renier toutes ces journées passées à travailler sur un rapport de force, renier toutes ces soirées et tout ce qui me tenait. Renier aussi toutes les amitiés que je me suis faites lors de ces années de luttes, toutes ces

solidarités qui désormais composent ma vie. Tous ces reniements, je ne les ferai évidemment pas. Je préfère être fiché toute ma vie.

J'en appelle à tous mes camarades à témoigner le plus publiquement possible sur les procédures de fichage de l'État qu'ils subissent afin de dévoiler ces sales pratiques.

Manou.

Anarchiste, mais gentil malgré tout (pour toi monsieur de la PAF)

## Notes

[1] Légalement, la fiche S doit être renouvelée tous les ans, « *Elle peut être renouvelée si la poursuite de la surveillance paraît nécessaire.* » selon le site gouvernemental [Stop-Djihadisme](#).

[2] En avril 2018, suite à une enquête délirante, deux personnes se font arrêter dans le cadre d'une enquête sur des sabotages contre des biens appartenant à la police nationale. [Les deux personnes sont sorties de prison.](#)

## Lettre de Jérôme Laronze, tué par les gendarmes

Jérôme Laronze, éleveur de vaches en Saône-et-Loire a été tué par les balles de la police en mai 2017 suite à un contrôle très tendu sur sa ferme. Publication posthume de son témoignage, récit de sa traque.

*Cet article a été proposé en août 2018. Petite mise en contexte avant la publication ci-après du témoignage de Jérôme Laronze, sans retouche et dans son intégralité.*

Nous sommes en mai 2017 à Trivy, en Saône et Loire.

Jérôme Laronze, comme il le raconte dans ce texte, est un agriculteur éleveur en bio, qui rencontre pas mal de soucis avec l'administration.

Il refuse de se faire interner en psychiatrie [1] ainsi que de se faire saisir son troupeau, suite à son refus de se soumettre à un certain nombre de normes administratives.

En effet, Jérôme Laronze est connu pour son mépris de la réglementation, qu'il juge sans réelle efficacité si elle devait protéger les consommateurs, et d'une lourdeur chronophage pour les petites exploitations.

Ce type d'opinion lui a sûrement valu une certaine renommée et surveillance supplémentaire du fait des administrations dont il dépendait et qui lui faisaient subir des pressions.

Le 11 mai 2017, il refuse de se soumettre à un énième contrôle mené par les services vétérinaires de la Direction Départementale de la Protection de la Population (DDPP) venus pour compter son troupeau dans le but de le saisir ultérieurement. Les gendarmes reviennent pour lui proposer de l'interner.

Il fonce alors, avec son tracteur, sur les gendarmes présents.

Il part en cavale pendant presque 10 jours, sa voiture est prise en chasse au moins deux fois, jusqu'au 20 mai 2017, où il est abattu par un gendarme dans le bois de Saily, juste à côté de son exploitation. Touché par 6 balles, il meurt de ses blessures avant l'arrivée des secours.

Les flics disent avoir tiré sur la voiture qui leur fonçait dessus : malheureusement les tirs sont latéraux, et d'autres ont été tirés par derrière...

Et le premier appel des gendarmes a été pour leur supérieur, juste avant les pompiers.

Malaise : la procureur ordonne une enquête interne de l'Inspection Technique de la Gendarmerie Nationale (équivalent de l'IGPN).

C'est pendant cette cavale que Jérôme Laronze rédige ce texte, d'une extrême importance pour lui, qu'il envoie à un journaliste du *Journal de Saône-et-Loire*, mais ne sera pas publié ou très partiellement.

Plus d'un an après son assassinat, sa famille a créé une association ainsi qu'un [comité de soutien](#) dont on peut lire un communiqué résumant l'affaire [ici](#)

Voici donc ce texte, à l'état brut.

Chacun-e pourra se faire ainsi une idée de cette affaire ; alors que les policiers clament qu'ils ont "peur", on dénombre toujours plus de victimes de l'État, la plupart parmi les couches les plus fragiles de la population.

## **CHRONIQUES ET ETATS D'AMES RURAUX**

Nous sommes en septembre 2014, quand, je reçois un courrier m'informant que mon exploitation fera l'objet d'un contrôle portant sur l'identification de mes bovins. Celui-ci se passera bien, et ne mettra en évidence aucun défaut majeur, juste des hors délais de notifications (déclaration des mouvements des animaux à l'Etablissement Départemental de l'Elevage).

Par la suite, sans doute frustrée d'une chasse si maigre, l'administration, via la Direction Départemental de la Protection des Populations m'informe qu'à la vue de ces hors délais elle refuse de valider mes déclarations de naissances et exige que je prouve, à mes frais, les filiations mère/veau par des tests ADN et que dans l'attente de ceux-ci mon cheptel est interdit de tout mouvement.

Quelques jours plus tard, en entretien téléphonique avec un agent de la DDPP, j'exposais mes réticences à justifier que la meumeu 9094 est bien la mère du voveau 4221 par des méthodes relatives à l'identification criminelle. Cette personne me récita alors son catéchisme administratif et bafouilla quelques arguments que je mis facilement à mal ce qui, me valu d'entendre que ce n'était pas grave et que si je refusais de me conformer à ses exigences, mes animaux entreraient en procédure d'élimination, (entendez abattus) à mes frais et collectés par le service de l'équarrissage puis de clore en déclarant cette phrase qui me revient quotidiennement en tête : « Moi, je m'en fiche ce ne sont pas mes bêtes ».

Pour avoir en d'autres temps cotoyé cette personne, je peux pourtant affirmer qu'elle est ni de sottie ni de méchante nature et me demande quel est le mal qui a corrompu son esprit.



Si la Grèce antique avait ses rites et ses croyances, aujourd'hui, au nom de quels dieux, sur l'autel de quelles valeurs m'a-t-on promis l'hécatombe ?

Dans la continuité, la DDPP me submergera de menaces, de mises en demeures, d'injonctions, d'intimidations et de contrôles sur ma ferme avec à chaque fois toujours plus de gens en armes alors que j'ai toujours été courtois et jamais menaçant. Ces manœuvres furent pour moi l'occasion d'observer des comportements inopportuns comme par exemple le jour où, venu me confisquer mes documents d'accompagnement bovins (DAB), la chef se plaira à taquiner les gendarmes au sujet de la signalétique défectueuse de leur véhicule, dans un comportement relatif à celui de l'adolescente cherchant à évaluer sa cote auprès des hommes, émettant éclats de rire et blagues analogues à celle du poulet aux amandes.

N'a-t-on jamais appris à cette personne qu'il est des circonstances où la bonne humeur affichée des uns est une insulte faite aux autres ?

Cela étant si j'avais soupçonner un tel effet de l'uniforme peut-être aurais-je moi même passer ma tenue de sapeur pompier volontaire.

En outre j'invite à une pensée compassionnelle pour ces gendarmes, dont, le vieux véhicule souffrait de dysfonctionnements électriques généralisés, et qui ont pour de peu été contraints afin de le redémarrer, de solliciter l'aide de celui qu'ils étaient venus intimider.

Ultérieurement, souhaitant cocher les animaux présents sur sa grille d'inventaire, cette même personne s'agacera de n'en trouver aucun et se mettra à déblatérer jusqu'à que sa collègue vienne lui chuchoter que tout concorde et que, manifestement elle n'avait pas le bon inventaire. Si l'erreur est humaine et certainement imputable à un bureau surchargé de dossiers, en revanche, l'empressement à tirer de méchantes conclusions est lui, lourd de sens.

Le six juin 2016 cette administration est revenue avec encore davantage de gens en armes qui m'encerclèrent immédiatement, et, après des salutations négligées de la part de tous ces importuns, toujours la même chef débuta par un rappel de sa liturgie administro-réglementaire et, alors que je pensais la logorrhée arrivée à son terme, celle-ci m'annonça avec grande satisfaction les lourdes peines prononcées mon égard et, avec tout autant de satisfaction que le délai pour un éventuel appel était expiré.

Plombé d'apprendre ainsi la perte de ma virginité judiciaire, mais face à une telle orthodoxie administro-réglementaire, je déclarais néanmoins mon étonnement, en évoquant une surface marchande maconnaise, que l'on pourrait nommer « intersection marché » qui a pendant deux semaines, en Juillet 2015, (au plus fort de la crise de l'élevage) fait une promotion sur la viande d'agneaux, en arborant au rayon boucherie un ostentatoire panneau de cinq mètres carrés, avec la mention « agneaux de Bourgogne » alors que, la viande fraîche était irlandaise et la surgelée néo-zélandaise et que de plus, la viande de bœuf bénéficiait d'un étiquetage aussi approximatif que fantaisiste. Durant ma brève allocution, l'agent ne cessera d'afficher un mépris surjoué et me fera pour toute réponse un sourire des plus cynique.

J'ajoute aujourd'hui qu'une immense banderole vantait ce magasin comme étant le premier débit de viande du maconnais et que celui-ci, le siège de la DDPP, et le domicile de la très zélée fonctionnaire se situent dans un rayon de 3500 mètres.

Comprendra qui peux, mais voilà qui met en exergue que la bruyère et la ronze (ronce en patois de chez moi) ne sont pas du même côté du manche.

A cette même époque, sous mandat syndical, je siégeais à la cellule d'urgence départementale mise en place pour la crise de l'élevage. A cette occasion, la directrice adjointe de la DDPP a présenter la mesure douze du plan de soutien à l'élevage, portant sur un renforcement des contrôles de l'étiquetage des viandes et sur les mentions trompeuses en grande surface de 25%. A cette annonce, je pris la parole pour signifier mon approbation et l'interroger sur les moyens financiers et humains mis à sa disposition pour atteindre ces objectifs. Non sans embarras, elle m'a répondu pas un sous de plus pas un agent de plus. En toute évidence 25% de zéro ne font toujours pas beaucoup plus que la tête à Toto !

J'en reviens à la journée du six Juin 2016.

Après avoir entendu moult menaces, intimidations et humiliations, les sinistres lurons ont décidé de faire un tour des pâtures. Arrivant dans une où paissaient plus de vingt bovins, les agents de la DDPP eurent fantaisie de les serrer à l'angle d'une clôture en barbelé et d'un ruisseau puis , ont débuté la vocifération du matricule des animaux, qui, eux-même paniqués parla meute hurlante, se sont précipités dans le ruisseau avec un fracas extraordinaire. Voyant que des animaux étaient en difficultés dans le ruisseau je m'approchais de ceux-ci. La première réaction de la chef fut de me dire que cela était entièrement de ma faute, même si je me demande encore comment, puisque j'étais à 100 mètres de là sous le joug de matraques, tasers, et autres fusils mitrailleurs.

Toujours est-il que, cinq animaux gisaient au fond du ruisseau ayant abondamment bût la tasse et lourdement souffert du piétinement des presque vingt autres. J'ai donc, dans l'urgence et à mains nues tenté de sortir les animaux. Agents DDPP et gens en armes se joindront à moi en prenant bien soin de ne pas mouiller leurs chaussettes. Les uns tirant sur les pattes, les autres donant des coups de matraques, ou suggérant l'emploi du taser et les fusils mitrailleurs devenant plus encombrants qu'autres choses... La nécessité d'un tracteur s'imposant, je suis rentré seul à la ferme en chercher un avec des cordes, et celles-ci en main, je me suis demandé s'il n'y aurait pas un usage plus radical à en faire en les associant à une poutre et à un quelconque point surélevé. Mais pour aboutir la chose prend un certain temps et ne me voyant pas revenir, ils pourraient arriver avant. Et puis cette bande de dégourdis arrivera-telle à extraire les animaux sans moi ?

Il est bon de préciser que cette pâture est mis en valeur par ma famille depuis le 19<sup>e</sup> siècle et que jamais le moindre incident ne fût à déplorer sur celle-ci.

Des suites de cet « incident » les cinq bovins périront.

Là dessus la chef décidait d'interrompre le contrôle. Me trouvant seul avec elle (alors qu'elle prétendait avoir besoin de huit gens en armes pour garantir sa sécurité) qui changeait de chaussure, elle m'exprima tout le dégoût que je lui suscitai et m'insinuait l'encombrant que j'étais pour la société. Chuchotant entre collègues, je les entendais dire que je n'avais pas l'air très gai et qu'il n'était peut-être pas prudent de me laisser seul et s'en allèrent.

J'apprendrai plus tard que toute cette petite troupe s'était donnée rendez-vous sur la place de l'école, ce qui, dans l'ambiance actuelle, ne manqua pas de causer une certaine émotion dans la cour de récréation. De même, de manière spontanée des parents d'élèves me mentionneront avoir observés des opérations sous le commandement d'une personne agressive et teigneuse.

Une fois seul, et hébété, je suis retourné voir les gisants et leur prodiguer quelques vains soins. J'ai déconnecté mes téléphones et entrepris de faire un peu de ménage dans la maison et, ce faisant je me mis à penser à mon député et mon imaginaire me transporta dans une conversation avec lui dont voici la retranscription :

Moi. Salut Thomas, ça me fait plaisir de te voir ! Assieds-toi, je vais déboucher une bouteille. T'as le temps maintenant que t'es plus ministre ! Tu sais que je me suis senti con d'avoir voté pour toi ! C'était bien du foutage de gueule ton histoire de phobie administrative, mais bon, dans l'urgence on peut comprendre. Allez santé !

Thomas . Tchîn-tchîn, in vino veritas !

Moi. Absit révérentia vero ! Tu sais, autant j'ai du mal à avaler ton histoire de phobie qu'en je vois ton parcours étudiantin autant, je suis disposé à croire que totalement investi dans ton travail parlementaire, tu as négligé quelques impératifs administratifs parce qu'en tant que paysan je m'y reconnais un peu. Nous avons toujours une vache à soigner, une terre à labourer, de l'orge à moissonner, une vigne à tailler, une prairie à faucher et des fruits à cueillir alors, la paperasse, elle attend, parce que dans l'ordre naturel des choses le superflu ne commande pas au vital. Permet moi de te dire que nous, les lois naturelles nous sommes y sommes tous les jours soumis, et quand on vit dans une République hors sol, qui ne cesse de vouloir les transgresser, ben tu peux me croire qu'on fait un putain de grand écart.

Il nous est souvent reproché de ne pas être administratophile, et on s'adresse à nous comme des demeurés qui ne comprendraient pas ce qu'on leur demande, alors que c'est justement parce qu'on comprend bien où que ça nous mènent qu'on a du mal à le faire.

Aujourd'hui en agriculture la pire calamité c'est pas la sécheresse, c'est pas la grêle, c'est pas le gèle, c'est la calamité administrative qui nous pond des textes qui profitent toujours aux mêmes, abscons, contradictoires, contre-productifs, absurdes qui sont l'antimatière du bon sens paysan !

Pis je vais encore te dire une chose, contrairement à certains parasites, qui officient dans la confidentialité d'immeuble maconnais par exemple, notre travail il est à la vue et au su de tous, exposé le long des routes et des chemins, alors quand le paysan est en mesure de bien faire il en tire satisfaction, orgueil, amour-propre et accessoirement salaire, mais qu'advient-il lorsque celui-ci est mis en incapacité de faire ?

En définitive ce n'est rien d'autre que la persécution du vital par le futile.

Tu sais Tom, il y pas si longtemps en France, la population comptait 50% de paysan et le sol 50% d'humus, aujourd'hui, nous sommes 4% et il reste pas bien plus d'humus dans le sol. Ben quand on sait qu'étymologiquement, humus est la racine du mot humanité, je me demande si il y a encore beaucoup d'humanité dans notre société8

Moi je pense que la République est une pute et la finance sa mère maquerelle !

Thomas. Tu peux pas dire ça, des gens se sont battus pour obtenir la République !

Moi. Et les Vendéens y ont plongé de leurs plein grès dans la Loire ? Alors ferme ta gueule de franc-maçon et rebois un canon. Toi et ta bande à Flamby vous pouvez vous vantez d'avoir fait de la France un sacré pays de cocus !

Pis mon gars, si on compare nos négligences réelles ou supposées, ben on paye pas le même prix,

toi tu vas tranquillement finir ton mandat, je ne peux pas te destituer, tu vas toucher ta retraite parlementaire, bien plus conséquente que celle de mon père qui à treize ans travaillait déjà, alors que moi, c'est taule, amande, pénalités et une partie de mon troupeau à la benne.

Thomas. (En riant la mine réjouie par le vin) Oui mais la France est un territoire ordonné sur lequel ne peut pénétrer n'importe quel terroriste !

Moi. Quand je dis que ce vin est un élixir de vérité !

C'est con j'aimais bien ta petite gueule de premier de la classe. Au début, moi j'aimais bien quand tu emmerdais Mcdo avec sa TVA et tes propositions de lois visant à moderniser la vie politique. J'ai pas fait la dépense de ton livre, mais si tu veux m'en offrir un exemplaire dédicacé je le lirai avec l'attention qu'il mérite. Je sais bien que ta situation administrative était connue de tous les initiés, et qu'elle fût soudainement dévoilée quand ton mentor s'est fait débarquer de Bercy, mais faut savoir que quand là haut, vous vous faites des coups de puttes entre puttes c'est nous en bas qui payons la note !

Ceci dit, avec le purgatoire que tu as subi, tu es peut être devenu le moins pire de tous alors tourne le dos à ces crevures de libéro-libertaires, demande une investiture au Front National, je revote pour toi et je te casse pas la bouteille sur la tête.

Mon ménage terminé j'employais mon esprit à la rédaction d'une succincte lettre et à la clôture de mon compte sur le livre des visages. Après quoi, muni d'une corde et d'un tabouret, je me mis en route avec le dessein de mettre en œuvre le message subliminal de l'agent DDPP et pour destination la proximité de sa résidence. Manière de rendre à César les honneurs qui lui reviennent. J'arrive au crépuscule dans un joli village qui s'endort paisiblement. En m'approchant, je vois une belle demeure aux abords soignés, où l'on devine une vie de famille heureuse. Rien de commun avec l'ancre du diable, mais plutôt le chaleureux foyer du couple fonctionnaire et cadre de l'industrie agroalimentaire soumis au paradigme légal-marchand et heureux de l'être, tant que cela lui finance bâti ancien, piscine, voitures cossues, loisirs coûteux et chevaux de valeurs. Ici, le salaire de la terreur cumulé à celui de la spoliation des producteurs de lait est converti en un espace bucolique transpirant de bonheur. La nature est autorisée à s'y exprimer, tant qu'elle produit de beaux légumes, de beaux fruits, du bon miel et qu'elle ne porte pas atteinte à la rigueur du lieu.

Un cadavre y ferait fausse note.

Il y a non loin de là, un cheval qui par tout ses moyens cherche à attiré mon attention. Je m'approche de lui, il se calme, je le câline et lui parle. La nuit est fraîche, le dessous de son crin me réchauffe les mains, son encolure le cou et son souffle le dos. Il reste là, immobile, ni moralisateur ni condescendant, ni traître ni lâche, n'obéissant qu'à lui-même, sa chaleur animal rayonne d'humanité, elle.

Un instant j'aurais voulu le chevaucher, sauté la barrière, mais le galop du meilleur pur sang est bien dérisoire pour fuir l'absurdité du monde.

Alors, ainsi installé, je pleurais sur le paradoxe du suicide qui satisfait ceux qui ne vous apprécient pas, et est susceptible de peiner les éventuelles personnes qui vous apprécient.

Je pleurais aussi sur la trahison de ma propre colère, celle que je ressentais aux funérailles de mes camarades d'école respectivement pendu et noyé. Car, outre la peine et la tristesse, je me souviens avoir été envahie de colère à leur encontre, de nous laisser avec notre chagrin et l'image de cette

jeune femme effondrée sur la boîte qui renfermée sont petit frère, de n'avoir rien dit, de ne pas s'être battu autrement qu'en utilisant pour seule arme le sacrifice de leurs vies que la société rangera, avec leur dépouille, purement et simplement six pieds sous terre.

Si je devais ici faire vivre leur mémoire je parlerai de ce que sont les paysans. Ils étaient de ceux qui ne travaillent pas en priorité pour un salaire mais pour l'amour du travail bien fait, du sillon droit, des animaux bien conformés, du cep bien taillé, du lait propre et de la couleur des blés, quitte trop souvent, et on doit le déplorer, à se laisser éblouir par l'agrochimie et autres doux leurres sources de douleurs. Car ils sont là les vrais artistes, ces conservateurs du savoir faire qu'au Japon on nommerait « trésor national vivant », les virtuoses de l'adaptation et les artisans de votre satiété.

Récemment encore, une enquête menée en lycée agricole indiquait que le revenu arrivait en lointaine position dans les objectifs de leur futur métier. Dans cette société du fric quel avenir pour ces jeunes candides ? Mais si ceux-ci réclament rémunération de leur travail, qui le leur paiera ? L'État ? (qui paiera peut-être en 2017 les aides de 2015), Bigard ? Lactalis ? Auchan ? Carrefour ? Qui est prêt à remettre 60 % de son pouvoir d'achat dans la nourriture ? Les précarisés de Macron ? Les syndicats qui soutiennent la paysannerie comme la corde soutient le pendu ?

Si Elzéard Bouffier n'a eu qu'une existence fictive sous la plume de Giono, ils existent encore les travailleurs, les opiniâtres, les taiseux, les humbles, les enracinés qui oeuvrent en communion avec leur territoire, ces paysans, ces artisans, ces soignants, ces maires, ces curés, ces institutrices, ces facteurs, ces épiciers... qui sont assassinés quotidiennement dans un crime silencieux mais très réel lui.

Apaiser par l'humanité de ce cheval, et ne pouvant trahir ma colère, je me suis, aux chants des oiseaux diurnes, résigné à rentrer chez moi.

L'inquisition républicaine viendra finir son contrôle, me laissant l'issue de celui-ci, que des carbonnes illisibles et des bleus à l'âme. Puis de manière aussi soudaine qu'inattendu elle m'indiquera qu'après expertise de mon dossier la très grande majorité des animaux figurant sur la liste de ceux à éliminer n'avait pas lieu d'y figurer, qu'elle passait l'éponge sur les autres et que ma situation serait régularisée dans les plus brefs délais.

Je laisse à chacun le soin de trouver les mots pour nommer et qualifier ceux, qui d'abord cogent et ensuite réfléchissent.

A toutes fins utiles, je tiens les documents qui en attestent à la disposition de mes collègues paysans confrontés à cette procédure.

Je fis quand même faire à mes frais, quelques tests ADN qui confirmèrent l'honnêteté de mes déclarations.

Celle qui, orgueilleuse d'avoir bloqué mes boucles à Macron me dira sur un ton badin que mes boucles sont récupérables à l'EDE.

Bien qu'étant en règle, je tardais à recevoir mes DAB, je téléphone donc à la DDPP où la chef de service me répond. Je lui fait immédiatement part de mon soulagement d'être régularisé mais m'étonnais de ne pas recevoir mes DAB, et, de m'entendre répondre sur le ton maniéré, agaçant et méprisant qui lui est intrinsèque, qu'elle a effectué toutes les démarches, que cela ne la concerne plus, et qu'elle a autres choses à faire que de courir après les cartes vertes de Mr Laronze, sur ce merci au-revoir.

Les mois passaient et je n'avais toujours reçu qu'une partie des DAB, quand j'ai appris que le reste s'était noyé dans les marécages administratifs des bords de Saône et personne ne savait quels DAB. De leur coassements les crapauds du marécage demandaient à moi, l'Al Capone de l'élevage qui nécessite d'être mis sous le joug de huit gens en armes, moi le faussaire qui doit prouver ses déclarations par des tests ADN, moi que l'on a mis à l'amende, moi le taulard sursitaire, de produire une liste des DAB me manquants et me les rééditèrent sur la bonne foi de celle-ci.

Pour éclaircir l'image noire que mon propos peu donné de la DDPP je vais citer les paroles de son directeur alors qu'en cellule d'urgence j'étais assis à sa gauche la plus immédiate :

« J'entends bien ici tout le désarroi qui est exprimé, je prends bien toute la mesure des difficultés de l'élevage, j'en déduis l'impact psychologique sur les humains [...] et naturellement la DDPP n'a pas vocation à venir compliquer les choses sur les exploitations ».

Dans tout ça, cette usine à eau de boudin, a sacrifié le bien être animal dont elle est supposée être la garante en me mettant en incapacité de l'assurer sur ma ferme, et en jetant elle-même des animaux à la rivière pour voir aboutir les exigences, d'une réglementation dont la genèse est un roman noir à elle seule (farine animal/vache folle) et qui n'évite pas les lasagnes à la viande de cheval. J'invite donc quelques vétérinaires ratés et pantouflés dans une administration à beaucoup d'introspection. Pour leur gouverne, je leur indique qu'ils sont des nains arrogants posés sur les épaules d'un colosse aux pieds d'argile, que j'invite à s'instruire de la fable des deux mulets.

Constante dans ses incohérences, la DDPP m'ordonnait de souscrire à un suivi personnalisé payant auprès de l'EDE, sur qui pourtant, elle rejette la faute de l'envoi tardif des documents, alors voilà pourquoi, un beau matin un brave type de l'EDE que je connais, et une très emmitouflée jeune femme (qui n'a pas jugé utile de se présenter) sont venus me faire signer les trois feuilles du contrat. Après un échange franc et courtois, et refusant le café que je leur proposais, ils sont repartis avec douze morceaux de feuilles non signées.

Dans les dommages en cascade, étant devenu un « client à emmerdes », mes vétérinaires ne souhaitent plus intervenir chez moi. J'étais pourtant l'un de leurs presque rares clients à régler ses factures à échéances exactes ( un cabinet comme celui-ci à facilement un million d'euros d'impayés par les rues) malgré une situation économique devenue tendue en me disant qu'une fois tout cela fini, au moins, je ne serai pas brouillé avec eux. Les vétérinaires étant des partenaires importants dans la conduite d'un élevage. Je constate que ce cabinet à une façon très personnelle de rendre grâce. D'autant plus qu'au cours de successives acquisitions, fusions et absorptions il est en situation de monopole sur mon secteur.

Toujours dans la période 2015/2016 je participais aux réunions d'élaboration de la charte des contrôles en exploitations agricoles. Cela a débuté à la préfecture, sous la présidence du préfet. Je m'y rends sans a priori, riche de mon expérience et avec la volonté de construire quelque chose. Après la déception de découvrir que la chose n'était pas une initiative locale, mais une injonction de Matignon via la circulaire 5806/sg du 31 juillet 2015, et que l'administration avait déjà bien ficelé le dossier avec la FNSEA (opérateur historique du syndicalisme agricole mais non représentatif et non majoritaire). Un modèle étant même en annexe de la circulaire. Un sentiment de complicité de tartuferie montait en moi alors qu'en même temps j'apprenais qu'en Saône et Loire 50% des

notifications sont faites hors délais, me rassurant ainsi sur la pérennité de certains emplois.

A une autre date, voulant m'assurer de l'honnêteté de ce projet, je prenais la parole et, à franchises coudées mais avec sincérité et courtoisie je commençais d'exposer mon point de vue quand soudain, une petite sottise s'est dressée sur ses talons de six et m'a intimé l'ordre de me taire.

En toute flagrance iségoria ne présidait pas à la séance et parrésia n'y était pas la bien venue. En revanche lapalissades et autres exsudats du Pipotron étaient mis en éloges.

Si Molière faisait dire à son bigot de Tartufe « Couvrez ce sein que je ne saurais voir » la République à ces dévotes qui veillent à ce que tout ne soit pas dit car, peut être que « Par de pareils objets les âmes sont blessées », et cela fait venir de coupables pensées ».

Sous son vernis de mesurette et d'éléments de langage en novlangue orwellienne, cette charte n'apporte aucune sécurité aux contrôleurs, est avant tout un outils de communication au service de quelques hauts responsables, vers qui, se tournent les médias quand un contrôleur se fait assassiner (les suicides de paysans corrélatifs à un contrôle sont très vite étouffés par l'administration et la profession) afin qu'ils puissent la main sur le cœur, la bouche en cœur et en chœur évoquer la charte, et dire : « nous avons tout fait pour éviter cela » et ainsi se disculper de toutes responsabilités.

« Preuve est faite que visages dévots et pieuses actions nous servent à enrober de sucre le diable lui-même. » William Shakespeare.

Ne disposant pas suffisamment d'hypocrisie, je me suis abstenu de signer cette charte.

*Printemps 2017 Jérôme Laronze paysan à Trivy entre Saône et Loire*

---

[1] C'est semble-t-il une « solution » au malaise des paysan-nes qui ne se conforment pas aux normes (sympa).

## **Invitation à une inter-fac autonome**

Les administrations et présidences des facs ont tout fait pour que la rentrée se passe sous le signe du retour à la normale. Grand bien leur fasse.

Les administrations et présidences des facs ont tout fait pour que la rentrée se passe sous le signe du retour à la normale. Grand bien leur fasse. Pour notre part, nous n'oublions pas les nouvelles trajectoires militantes et les alliances qui se sont nouées au cours des derniers mois.

En ce temps de rentrée, il nous semble donc nécessaire de nous retrouver et d'inventer les multiples manières de prolonger les dynamiques lancées par le - trop court - printemps 2018.

Pendant le mouvement, les structures majoritaires de coordination (CNE, CRE, et autres assemblées convoquées pour décider la date de la prochaine assemblée) réservées aux pseudo militants spécialisés, ont laissé de côté toute une part d'expérimentations collectives, de capacités d'auto-organisation, d'inventivité politique qui nous semble fondamentale. Il nous manque donc un espace de coordination inter-fac autonome ouvert à toutes et à tous. Un espace pour nous construire

politiquement et collectivement, échanger sur nos pratiques, pour monter des actions en autonomie et s'organiser sur le temps long afin de ne plus être pris de court par les attaques capitalistes, libérales et autoritaires qui s'intensifient plus que jamais.

On voudrait donc tendre vers une forme d'organisation dans laquelle chacun-e puisse se sentir investie, puisse proposer des choses et en contredire d'autres. Que la lutte soit auto-gestionnaire dans ses perspectives comme dans ses pratiques. On a bon espoir de ressentir à nouveau la puissance collective d'une assemblée en refusant de sortir esseulé-e-s, affaibli-e-s et désespéré-e-s, comme c'est trop souvent le cas, d'AG procédurières et virilo-martiales.

Le mouvement de 2018 a eu pour effet d'engager celles et ceux qui y ont participé dans un processus de politisation et d'expérimentation quotidienne, en interrogeant parfois jusqu'aux dimensions les plus personnelles de nos vies. Dans le sillage de ces occupations, nos désirs révolutionnaires devraient pouvoir se diffuser partout : dans nos rapports à la bouffe, au logement, au travail, à nos relations (et au cul), à la rue, à l'argent, à la fête, à la « culture » ... L'université n'est pas un îlot encore protégé dans un océan capitaliste. Tout nous concerne donc directement, et en aucun cas nos actions et nos envies devraient se borner au cadre restrictif des « questions universitaires » (ce que souhaiteraient les profs, les bureaucrates et les flics).

Bien sûr on ne pense pas que tout viendra des facs, mais on ne compte pas pour autant les « déserters ». On a bien vu que des universités occupées et ouvertes pouvaient servir de lieu d'organisation et de rencontres politiques. En revanche, nos manquements lors du dernier mouvement doivent nous pousser à une certaine modestie : l'identification à la figure abstraite de « l'étudiant-e » nous a trop souvent coupé-e-s de certaines dynamiques sociales, faisant de nous le seul sujet de notre lutte. Par exemple, dans le cadre de la mobilisation contre Parcoursup, les principaux concerné-e-s (les lycéen-e-s non-blanc-ches des filières professionnelles et technologiques, vivant dans certaines zones périurbaines) étaient dans nos discours comme dans nos lieux de vies aux abonnés absents.

Il s'agirait donc de détruire cette figure abstraite et ainsi de conjurer le risque de l'auto-marginalisation des groupes étudiants. L'idée serait d'entretenir a minima de véritables alliances avec les lycéen-n-es, et donc particulièrement ceux de banlieues et de lycées professionnels, touché-e-s de plein fouet par la sélection sociale et la disciplinarisation quotidienne, et quasiment absent-e-s de la première vague de contestation de Parcoursup (raison pour laquelle ça n'a pas entièrement pris). Avec les secteurs en luttés, certains avec lesquels des liens et des pratiques communes existent déjà et ne demandent qu'à être actualisés. Avec les exilé-e-s qui ont fait beaucoup bouger les lignes d'un militantisme étudiant traditionnel, souvent blanc, sur les questions propres aux politiques migratoires et au racisme en France et dont les occupations de facs avec leurs soutiens ont été parmi les moments les plus forts de début 2018.

Enfin, la remise en cause de la figure de « l'étudiant.e » doit nous faire prendre acte de la diversité de nos identifications et de nos trajectoires sociales ainsi que des rapports de dominations qui se déploient jusque dans nos mouvements contestataires. Organisons-nous, en tenant compte de nos différentes expériences du monde social, car ce n'est que de cette façon que nous serons à la hauteur de notre désir de foutre le feu.



## Assemblée contre le monde et son monde

Invitation à une assemblée Autonome pour construire en commun des outils d'analyse et de lutte. Rdv ce Mardi à 20h après la manif au nouveau squat du 19 rue Garibaldi à Montreuil.

### **Contre le monde et son monde**

Nous sommes nombreux-ses à nous bouger sur les diverses manif, initiatives, assemblées, occupations et à ne pas vouloir se laisser enfermer, ni dans l'assembléisme universitaire, militant professionnel ou syndical, ni dans un mouvement qui serait strictement catégoriel et revendicatif.

Bien que toujours plus nombreux-ses à nous réclamer de l'autonomie ou à adopter certaines de ses pratiques, les mouvements sociaux que nous vivons, se dotent de moyens d'organisation qui sont, pour l'essentiel, en contradiction avec cette tendance à l'autonomie.

En dehors des canaux purement syndicaux, ces moyens (assemblées, coordinations...) sont souvent vérolés par des groupes plus ou moins gauchistes et enrobés de tout un cérémonial démocrate censé masquer les diverses manœuvres de ces mêmes groupes.

Dans ce contexte de précarité, de flexibilité de d'exploitation massives, il est indispensable de penser des modes d'organisation et de lutte adaptés à des réalités multiples sur lesquelles les moyens traditionnels d'organisation type syndicats n'ont presque aucune prise.

Dans la lutte, il apparaît clairement que nous ne nous battons pas uniquement contre d'énormes réformes ou contre un président libéral mais contre une société globale dont il ne sont qu'une expression. Un monde de marchandises, de hiérarchies, de dominations, et de flics... Un monde basé sur l'aliénation de notre pouvoir dans toutes les facettes de nos vies. En luttant, nous reprenons, de fait, du pouvoir par nous mêmes, à la base, nous faisons preuve d'une forme d'autonomie politique.

En nous déployant sur un terrain non envahi par les machines syndicales et/ou partisans, nous pouvons nous organiser sans avoir à subir l'hégémonie de ces structures hiérarchiques aliénantes. Dans ce contexte de précarité massive, le mode d'organisation autonome nous permet de produire des formes et outils divers qui soient nôtres, dans un champ très vaste et relativement libre. Historiquement, cette occasion ne s'était pas présentée, sur un plan aussi large, depuis un bon moment ! À nous de la saisir. De construire cette force qui nous manque !

Ce pouvoir que nous récupérons par bribes à travers la multiplicité de ces formes et pratiques, entr'ouvre les interstices à saisir pour lutter contre le monde aliéné ou nous vivons, ses tenant.e.s et gardien.ne.s.

- Nous avons besoin de mettre en commun et de construire des outils qui nous appartiennent afin d'être maître.sse.s de notre mouvement.

- Nous avons besoin de développer ces outils afin de perdurer et de nous multiplier.
- Nous avons besoin de causer de fond ! De partager, d'affiner, d'enrichir et de solidifier des analyses, des positionnements communs...
- Nous avons besoin de prendre le temps et les espaces pour approfondir la compréhension de nos rapports sociaux, des normes qui en découlent dans l'intention de les subvertir .

Tant dans une lutte commune que dans nos rapports interpersonnels, l'autonomie est un principe non négociable qui implique et permet la remise en question multiple, permanente et radicale de nos rapports aliénés et inégalitaires sans s'enfermer dans un fétichisme identitaire ne menant qu'à la reproduction de la merde qui nous étouffe.

L'autonomie, ce n'est pas le fantasme, et la récupération publicitaire qu'en font ces citoyens « radicaux », leurs partis plus ou moins assumés, et leurs milices « de gôche », avec leur palmarès de tactiques opportunistes et naïves, de manipulations minables, de dissociations et de trahisons.

Bref. L'autonomie n'est pas une affaire de parti ! C'est notre affaire. C'est se battre par soi et pour soi même en partant de sa situation concrète, sans sauveur suprême. C'est l'affaire du monde que nous construisons et qui nous appartient à tou.te.s !

Exploitation, parti, patriarcat, racisme, assignations /aliénations identitaires, séparation, État, hiérarchies... Leur fin sera la multiplication sans fin de nos moyens !

Rencontrons nous, pour échanger, nous organiser par nous mêmes, porter nos propres pratiques et actions, alimenter le ciment qui nous fera durer.

Construisons l'Autonomie et son Monde

**A.G. post manif Ce Mardi à 20h, après la manif, au Squat du 19 rue Garibaldi à Montreuil**

## **nous sommes de ceux bis**

Nous sommes de ceux qui n'iront ni à pied ni en tracteur au rassemblement bocage en péril

Nous sommes de ceux qui n'ont pas vendu les indésirables à l'état en lui offrant la route des chicanes « nettoyée »

Nous sommes de ceux qui n'ont pas détruits la machine à vapeur aux pieds de biche

Nous sommes de ceux qui n'ont pas mis les gêneurs dans des coffres

Nous sommes de ceux qui ont perdu nos cabanes, soutenu les copains blessés, arrêtés ou emprisonnés

Nous sommes de ceux qui n'ont pas crié « défense et reconstructions de tous les lieux » dans le vent médiatique

Nous sommes de ceux qui ne veulent toujours pas signer de convention d'occupation précaire individuelle ou collective

Nous sommes donc de ceux qui ne se sont pas engagés (dans ces c.o.p.) à dénoncer les squatteurs sur la zad

Nous sommes de ceux qui ne se sont pas appropriés les lieux en dur et le matériel collectif de la zad

pour nos petits projets entre amis

Nous sommes de ceux qui n'accordent aucune confiance aux syndicalistes et aux citoyennistes fossoyeurs de luttes

Nous sommes de ceux qui n'ont pas de projets pour l'avenir

Nous sommes de ceux qui ne réécrivent pas l'histoire tous les lundis matins

Nous sommes de ceux qui : arrêtez de nous prendre pour des cons

Alors nous sommes de ceux qui : cassez vous !

Appel a tous ceux qui le 11 octobre et toute les autres fois ne soutiendrons pas les réformistes autoritaires

contre le monde de ceux qui croient avoir gagné contre un aéroport

## À une jeune militante



Chère L...

Je sais que tu commences à t'inquiéter de voir ta vie entière se faire bouffer par ton militantisme. Je comprends aussi que tu puisses penser que me demander des conseils, moi qui suis de vingt ans ton aînée, soit une bonne idée. Or, comme je te l'expliquais dans mon dernier courriel, je suis convaincue que je ne suis pas la meilleure personne qui puisse te conseiller – principalement parce qu'il y a longtemps que je ne me considère plus comme une militante révolutionnaire. Non pas parce que je suis revenue de tout, non pas parce que je suis désormais réfo, libérale, contre-révolutionnaire ou fasciste, mais plutôt parce que les stratégies que j'emploie maintenant sont à mille lieues de celles qu'on considère comme «de gauche». Je suis devenue arévolutionnaire

comme on devient agnostique ; je pourrais te parler longuement de l'anarchisme apolitique, égoïste et nihiliste qui est le mien, mais je sais que cette voie ne t'intéresse guère, alors à quoi bon.

Reste que je me suis passablement brûlée les ailes il y a bien des années, lorsque je me qualifiais avec enthousiasme de communiste libertaire. Brûlée, mais pas cassée : ça, c'est le capitalisme et le patriarcat qui s'en est chargé. Reste aussi que les milieux militants que j'ai connus avaient leurs problèmes bien à eux et que je soupçonne que ces problèmes soient aujourd'hui encore entiers et inchangés. Alors voici mes conseils, basés sur ma petite expérience. Pour ce qu'ils valent – et parce que tu insistes.

1. Tu n'as pas à joindre quelque organisation, parti ou groupe que ce soit. C'est à toi et à toi seule de déterminer de quelle façon tu t'engageras. Parfois, le refus de s'embrigader est le meilleur des engagements.
2. Ne donne au militantisme que le temps, les énergies et l'argent que tu te sens à l'aise de donner. Te sacrifier toute entière à l'autel de la Révolution (avec un gros R majuscule) n'accomplira rien en soi.
3. Ne tolère jamais que quiconque exerce sur toi de la pression morale pour participer à des actions militantes. Pour modérer les ardeurs des zélotes en croisade, réponds leur « je crois que nous ne devrions rien faire » et observe la joute oratoire qui s'en suivra ; tu en apprendras beaucoup sur les motivations desdits zélotes.
4. Le changement social ne dépend pas de ton adhésion à un ensemble de «consciences». Ne te sens jamais liée par des orthodoxies et ne demande pas aux autres de le faire. Surtout, n'oublie pas que la simple appartenance à un groupe opprimé ou l'expérience de l'oppression ne donne à personne l'autorité morale de t'obliger à faire quelque chose dont tu n'as pas envie.
5. Tous les groupes ne survivent que grâce au travail d'un ou de deux individus, alors quelle que soit ton implication, tu en feras toujours plus que la plupart des militants. N'écoute jamais ceux et celles qui veulent te culpabiliser pour t'obliger à donner plus que tu ne veux en donner.
6. Parle toujours en ton nom propre et jamais au nom du groupe. Si tu sens que tu ne peux plus dire quoi que ce soit sans avoir la caution du groupe, il est probablement temps pour toi de le quitter. Et souviens-toi que du rôle de modeste porte-parole à celui de Leader Suprême, il n'y a qu'un tout petit pas que certain.e.s franchissent allègrement, sans même s'en rendre compte.
7. Les groupes militants, s'ils se positionnent en opposition avec la société capitaliste et patriarcale en font quand même intégralement partie. Cela veut dire qu'il est fort probable que tu y sois exposée à du racisme, du classisme, du capacitisme, du racisme, du sexisme et tout le bazar. Pire : tu n'y seras pas à l'abri des agressions sexuelles et du viol – même dans les groupes non-mixtes. Ne surestime jamais tes camarades et reste constamment sur tes gardes. Et ne prends jamais le parti d'un agresseur au nom de la cohésion et de la survie du groupe.
8. Essaie de t'engager pour le long terme à un niveau d'intensité faible. L'enthousiasme précoc se dissipe toujours avec le constat brutal que tout ce qui est fait est reçu dans l'indifférence générale.

9. Essaie de garder en tête que les militants ne font jamais la révolution. L'incapacité des révolutionnaires à maintenir leurs principes lorsque la situation révolutionnaire se présente est structurelle et non une question d'hypocrisie individuelle. Garder ce fait en mémoire t'épargnera bien des déceptions.
10. Rappelle-toi aussi que l'expérience historique nous apprend que la révolution supprime les révolutionnaires au lieu de les canoniser. Il n'y a aucune gloire personnelle présente ou future à tirer du militantisme – même auprès de ses alliées et amies.
11. Reste critique envers toutes les cliques. Si tu participes à une manif et que tu constates qu'autour de toi tout le monde est habillé de la même façon et que tous ont le même âge, il y a certainement quelque chose qui cloche ; c'est un indice qu'il y a des programmes cachés et des petits empires personnels qui se sont créés.
12. Intéresse-toi au passé d'un groupe militant avant de t'y joindre. Quand a-t-il été créé ? Les groupes ne devraient exister que pour atteindre un objectif clair, déclaré et à court terme. Tous les groupes qui existent depuis plus de cinq ans ont perdu leur utilité ; leur principale raison d'être devient ensuite de maintenir coûte que coûte leur existence.
13. Il existe une tendance cyclique dans les organisations militantes à favoriser les grands événements anticapitalistes. Essaie d'y résister, réfléchis à la raison pour laquelle le groupe dans lequel tu fais partie aime tant le spectaculaire, puis pense à ce qui va se produire le lendemain du 1<sup>er</sup> mai, du 8 mars ou du 15 mars.
14. Lorsqu'un militant te fait une déclaration, demande-toi : Qui est-ce qui me parle ? Qu'est-ce qu'il veut vraiment dire ? Et surtout : Qu'est-ce qu'il me veut ? Qu'est-ce qu'il s'attend de moi ?
15. Plusieurs militants et militantes ont de bons emplois et viennent de milieux aisés. Certain.e.s en ont honte et vont te mentir à ce sujet, adopter un langage populaire et franchement, ça m'a toujours semblé risible. Ce qui l'est moins, c'est qu'elles vont souvent utiliser leur appartenance fantasmée au mytique prolétariat pour te culpabiliser et t'inciter à faire des choses qu'autrement tu n'aurais pas faites. Toujours est-il qu'elles ont un filet de sécurité – alors pourquoi pas toi ? Je sais que je me répète, mais ne sacrifie et ne donne jamais plus ce que tu es prête à donner et à sacrifier.
16. Ne te soucie pas de pureté idéologique, ça n'existe pas. Si une idée ou une action te convient, si ça correspond à tes convictions, si tu penses que ça aura un impact positif sur ta vie, n'hésite pas à participer comme bon te semble en tant qu'individu à n'importe quel groupe ou institution réformiste, voire même une organisation de charité – à condition de ne pas y attacher une importance démesurée. Reste consciente que l'oppression que tu subis restera pour l'essentiel inchangée. Et reste consciente que tout ce que j'ai dit au sujet des groupes révolutionnaires s'applique aussi à ces organisations.
17. Nul besoin de partir à la recherche des événements ou même de tenter de les déclencher; ils te trouveront à coup sûr. En gardant cette idée en tête, tu seras dans un état de disponibilité physique et mentale qui te donnera la capacité d'agir d'une manière qui permettra aux personnes autour de toi

d'apprendre par ton exemple la solidarité, la nature oppressive des institutions sociales, le besoin de lutter pour sa propre cause et ainsi de suite.

Voilà, c'est tout ce que j'avais à te dire. Comme tu l'as constaté, ce sont surtout des conseils de préservation de soi. Ce n'est pas un hasard, parce que je tiens à toi et que je veux que tu sois apte, le moment venu, à jouer le rôle qui est véritablement le tien – et là, c'est l'anarchiste individualiste qui te parle, désolée :

Sois consciente que tu es en quelque sorte une agente du futur. Ta priorité doit toujours être de vivre du mieux que tu peux, avec les circonstances dans lesquelles tu te trouves et qui te sont imposées. Peut-être que ton engagement militant ne t'offrira jamais la possibilité de parler véritablement de ce qui te tient à cœur aux gens qui ne font pas partie du carré restreint de celles et ceux qui pensent déjà comme toi. Peut-être que tu te heurteras continuellement à un mur d'indifférence, voire d'hostilité, mais cela n'a vraiment pas d'importance. Lorsque la situation se présentera – et elle va se présenter, parce que les choses telles qu'elles le sont ne pourront pas continuer longtemps – tu seras en mesure de tout dire, car c'est précisément ton rôle de porter la vérité sur les dispositifs du pouvoir. C'est ton rôle et celui de personne d'autre. Tout le temps que tu passeras d'ici là te semblera vain et dérisoire, mais ça vaudra le coup. Un jour, tu feras quelque chose de vraiment important ; tu n'as pour l'instant aucune idée de ce que c'est – et moi non plus –, mais ce sera important, je te l'assure.

Je te fais la bise et te souhaites de voler très haut, avec des ailes autant que possible exemptes de meurtrissures.

Anne

## Répression

### **Forêt de Hambach (Allemagne): libération des deux anarchistes Jazzy et Winter**

Mardi 2 octobre, Jazzy et Winter ont été libérées à l'issue de l'audience pénale relative à la validité de la détention. [Les deux compagnonnes ont passé plus de deux semaines en détention provisoire.](#) Le tribunal de Düren a désormais acté le fait que la détention provisoire ne pouvait pas leur être appliquée. Les deux compas sont désormais libres et ne sont toujours pas identifiées par les autorités ! De plus amples informations en détail et sur le fond suivront prochainement.

Cependant, trois personnes d'Hambi sont toujours incarcérées : UPIII, Andrea (UP 20) et Eule. Toutes ont besoin de notre soutien. Il vous est possible d'écrire un mail à l'adresse [abc-rhineland\[at\]riseup.net](mailto:abc-rhineland@riseup.net), il sera imprimé pour leur être envoyé.

Le 4 octobre a eu lieu l'audience pénale à huis-clos d'UP III (en détention préventive depuis le 18 mars 2018).

[Publié le 5 octobre 2018 sur [Sans Attendre Demain](#). Traduit de l'allemand de ABC Rheinland via [Contrainfo](#), le 4 oct. 2018.]

## **Des nouvelles de la répression à Bure sur la semaine qui vient de passer**

[Bure](#) |

Cette dernière semaine, la répression policière fait de nouveau son oeuvre. Une copaine a été en garde à vue dans le cadre de l'association de malfaiteurs (dernière d'une longue liste) et la Maison de la Résistance au projet CIGEO a subi l'intrusion de personnels de la gendarmerie.

La semaine dernière, une copaine a été placée en garde à vue pour des chefs d'inculpations concernant l'association de malfaiteur. Cette enquête est ouverte depuis septembre 2017, suite aux diverses actions menées début 2017, depuis ont été ajoutées les actions plus récentes. Beaucoup des perquisitions ayant eu lieu à ce jour ont été permises grâce à cette enquête et de nombreuses copaines sont en contrôle judiciaire jusqu'à la fin de l'enquête (avec interdiction de territoire, à rayons divers) suite à des gardes à vue, l'enquête peut encore durer plusieurs années.

L'intrusion des gendarmes à la Maison de Bure aujourd'hui y est liée car ils cherchaient un copaine interdit de territoire dans le cadre de cette enquête. Cependant, les gendarmes n'ont présenté aucun justificatif pour pouvoir entrer dans la propriété, ils ont cassé la porte et ont fouillé toute la maison, en contrôlant au passage quelques personnes.

Les forces de l'ordre profitent de l'isolement et de leur impunité, intrusions répétées dans des propriétés privées, contrôles abusifs, pressions, réquisition sur des plages horaires larges et plusieurs fois par jour, humiliations (lors des vérifications d'identités et GAV), harcèlement (passent plus d'une vingtaine de fois par jour devant les lieux d'habitation en filmant), prise en note de toutes les plaques d'immatriculation des voitures s'arrêtant dans les villages du coin.



## **Paris : Des convocations pour la manif du 1er mai**

*extraits de Paris-Luttes.info / mardi 2 octobre 2018*

Depuis quelques jours, **plusieurs personnes ont été convoquées à des « auditions libres » au commissariat pour des faits liés au 1<sup>er</sup> mai**. Cela laisse entendre que d'autres sont attendues dans un avenir proche. [...]

*Mise à jour, mercredi dernier à 23h29 :*

Les convocations ont bien été suivies d'effet puisque **certaines personnes ont été gardées à vue**. C'est le cas des deux personnes violentées par Benalla, comme un « journaliste » qui filme souvent nos manifestations, mais en tout 23 autres personnes. A priori, tout le monde serait ressorti. On nous a fait remarquer que parfois les convocations reçues ne précisait pas « pour audition libre », à ce moment-là il faut donc s'attendre à être placé directement en gav...

This entry was posted in [Nique la justice](#) and tagged [1er mai](#), [Paris](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Barcelona: Our anarchist comrade Lisa is about to be transferred to Spain**



The first Saturday after the comrade's transfer, concentration in front of Wad Ras. Stay tuned for new information that may be coming!!

2018/10/08 [Solidaritat Rebel](#)

## **[MàJ]12/10/2018 : Expulsion de Chez Jesus à Claviere : rendez-vous vendredi 12 à 18h à Briançon**

Published by [en lutte](#) on | [Leave a response](#)



Jeudi matin a eu lieu l'expulsion du refuge autogéré Chez Jesus à Claviere.

« Expulsion en cours chez Jesus! besoin de soutien! faites tourner l'info

Plus d'infos sur leur compte [Facebook](#)

### **Rendez-vous vendredi 12 octobre à 18h à Briançon**

Sans le refuge autogéré, les personnes passent la frontière sans infos, sans équipements, sans repos, sans nourriture et sont laissés à la merci des flics qui eux n'ont pas changé leurs pratiques : violence, racket, chasse aux personnes en pleine montagne. Il fait 0 degré en montagne en ce moment.

Le point sur les rassemblements en solidarité à l'expulsion de Chez Jesus

- jeudi 11 octobre à 19h à Gare du Nord : de Paris à Clavière, contre les frontières ! Solidarité contre toutes les expulsions !
- jeudi 11 octobre à 18H à Lyon au collège Maurice Scève occupé, 8 rue Louis Thévenet à la Croix Rousse.
- à Marseille jeudi soir à 17h sous l'Ombrière du Vieux Port.
- à 18h place de l'église de Crest (Drôme)

## **Toulouse : Rassemblement en soutien à un compagnon incarcéré à Limoges**

*IAATA.info / mardi 9 octobre 2018*

### **Résistances... et révolte !**

Un compagnon est incarcéré à Limoges depuis plus de 6 mois suite à un incendie de véhicules de gendarmerie en septembre 2017. Il sera présenté à une juge d'instruction toulousaine le 17 octobre pour une action au local de l'UMP en 2015. Retrouvons-nous devant le TGI de Toulouse pour montrer notre solidarité.

**15 avril 2015** : le local de l'UMP rue Gabriel Peri reçoit de la visite d'un groupe de personnes, qui a la bonne idée de sortir le mobilier, laisser deux tags sur la façade et partir au cri de « expulsions les expulseurs ».

Cette joyeuse irruption apparaît comme une réponse à la politique de l'État à Calais qui consiste à réprimer, harceler, agresser les personnes migrantes et leurs soutiens. Quelques jours plus tôt, la mairie UMP de la ville de Calais prenait la décision d'expulser plusieurs squats de personnes migrantes.

**18 septembre 2017** : plusieurs véhicules de la gendarmerie de Limoges sont incendiés dans le contexte d'une vague de solidarité envers les personnes inculpées et arrêtées pour avoir cramé une

voiture de police à Paris au quai de Valmy. La revendication évoque aussi les violences et assassinats policiers : meurtres de Rémi Fraisse et d'Adama Traoré, violences policières quotidiennes en manifestation ou dans les quartiers.

### **Quel est le lien entre ces deux histoires ?**

Des actes de révolte contre ce monde de merde. Mais aussi, le sale travail de fouine des flics et des juges. Un compagnon est accusé d'avoir participé à ces deux actions. Il est actuellement emprisonné à Limoges depuis plus de 6 mois pour l'incendie des véhicules de gendarmerie. Il sera transféré à Toulouse le 17 octobre pour être mis en examen dans le cadre d'une instruction au sujet de l'action contre l'UMP.

Le pouvoir désigne comme violent un local déménagé, une chemise arrachée, des voitures brûlées, une frontière traversée, une vitrine cassée, une grève, des manifestations ; alors même qu'il considère comme normal et légitime la prison, les centres de rétention, les violences et assassinats policiers, les milliers de morts dans la Méditerranée et les guerres...

Lorsque cette logique bien rodée rencontre une résistance méritée, l'État montre ses crocs, la répression est féroce. Les flics, les procs, les juges et les matons n'hésitent pas à mettre le paquet pour détruire des existences, gagnant leur vie en détruisant celle des autres.

**Parce qu'il est toujours possible de se révolter,  
soyons solidaires face à la répression.**

**Brisons l'isolement, soyons présent·e·s devant le TGI de Toulouse à 13h30 le 17 octobre.**

## **Echirolles (Isère) : Le fraudeur qui ne se résigne pas**

*France 3 Auvergne Rhône-Alpes / Lundi 8 octobre 2018*

Un jeune homme de 18 ans a été interpellé à Echirolles, près de Grenoble, ce lundi 8 octobre 2018. Il venait de blesser légèrement 2 contrôleurs de bus. Les faits se sont produits en milieu de matinée, ce lundi matin sur l'avenue de Kimberley, à Echirolles, près de Grenoble. Un jeune homme de 18 ans, qui circulait sans titre de transport dans un bus, a été contrôlé. Les 2 contrôleurs procédaient à sa verbalisation lorsque celui-ci aurait voulu forcer le passage, selon le rapport de police.

En tentant de s'enfuir, le contrevenant aurait légèrement blessé les 2 contrôleurs. Il a tout de même été interpellé. Les agents ont été invités à venir déposer plainte à l'hôtel de police.

This entry was posted in [Gratuité](#) and tagged [Echirolles](#), [Isère](#), [Transports en commun](#). Bookmark the [permalink](#).

## Opération Scripta Manent : Quelques précisions au sujet du keylogger installé sur mon ordinateur

*Anarhija.info / mercredi 3 octobre 2018*

Ces derniers jours, en lisant le [compte-rendu des audiences du procès](#) qui nous voit inculpés pour l'enquête « Scripta Manent », orchestrée par le Proc' de Turin Roberto Sparagna, j'ai remarqué une explication concernant le keylogger, un logiciel enregistreur de frappe (ou Agent Elena, comme l'appelaient les misérables Carabinieri du ROS de Naples).

Dans ce texte, paru sur des sites internet, on dit que le keylogger aurait servi pour capter les commentaires « hors antenne » lors des directes radio de RadioAzione. Ça aurait été bien si c'était le cas, mais malheureusement la réalité est différente.

Ce keylogger était un vrai mouchard, envoyé via internet à mon ordinateur, sous forme d'un virus, et capable de capter tout ce qui se passait autour de l'ordi.

Il suffisait que l'ordinateur soit connecté à internet et les misérables flics pouvaient écouter tout l'environnement sonore dans le lieu (mais pas d'images, car la webcam a toujours été bouchée). L'ordi étant dans la chambre, ils n'ont pas seulement écouté les commentaires hors antenne, mais aussi d'autres choses... tout !

En plus, le logiciel a été utilisé pour prendre des captures d'écran de mon ordi pendant que j'écrivais des textes ou que je traduais ceux d'autres compagnons, des textes publiés par la suite sur le site de RadioAzione.

Tout cela pendant six ans, même si j'ai formaté l'ordinateur plusieurs fois entre-temps.

J'ai pensé qu'il était important de faire cette précision parce que comme cela avait été écrit dans le texte sur les audiences, il pouvait y avoir de incompréhensions. On peut tous avoir un keylogger dans l'ordi (même si ça leur coûte 120 euros par jour... s'ils n'ont pas triché avec les factures versées au dossier) et c'est donc mieux d'expliquer comment ça marche.

Mon conseil pour ceux qui pensent en avoir un d'installé sur leur ordi est donc de l'éteindre si on n'est pas en train de l'utiliser et d'éviter de parler dans la pièce où il est allumé.

J'avais connecté un micro externe qui allait dans une console de mixage et j'ai erronément pensé qu'en le mettant en position « muet » il n'aurait pas capté le son, mais cela n'a servi à rien. Avec le keylogger, les flics pouvaient activer le micro interne à l'ordi.

Il faut se rappeler de débrancher l'ordinateur d'internet avant d'écrire ou de traduire un texte.

*Somma Gioacchino (RadioAzione)*

## **Solidarité**

## De Paris à Clavière contre les frontières !

Rassemblement ce jeudi 11 octobre à 19h à Gare du Nord suite à l'expulsion du squat « Chez Jésus » à la frontière franco-italienne.

Ce matin à Clavière, le refuge « Chez Jésus » [a été expulsé](#). Dans les Alpes à la frontière italienne, cette église squattée est un lieu très actif contre les frontières.

Les frontières sont des zones qui s'étendent partout où il y a des contrôles. Elles existent aussi ici, dans Paris. Là où la police aux frontières rafle dans les gares, enferme et expulse.

**Rassemblement demain jeudi 11 octobre à 19h à Gare du Nord : de Paris à Clavière, contre les frontières ! Solidarité contre toutes les expulsions !**

## Zad

### Rosier cherche épines

De compromission en coup de force, ce ne sont au final que des Conventions d'occupation précaire (COP) qui ont été signées, à titre individuel, portant sur des projets plus ou moins agricoles, et dont une grande partie s'intègre au marché. Précaires comme leur nom l'indique (6 mois, renouvelables ou pas), ces COP excluent toute forme d'occupation des terres autre que celle sur laquelle elles ont été déposées.

Ce choix, fait par certain-e-s, engage de fait les autres, puisque les COP couvrent la quasi-intégralité de la zone occupée. Il entraîne donc la normalisation de nos activités et de nos pratiques, les enfermant dans le cadre légal et les contraintes qu'il impose. Il vide de contenu politique notre présence ici. La norme s'imprime d'elle-même et parvient à se trouver des gardiens. Et des promoteurs.

Le collectif du Rosier, lieu occupé depuis plus de 10 ans, détruit pendant les expulsions de 2012, puis reconstruit et toujours occupé, maintient son refus de rentrer dans ladite « stratégie administrative », de se plier aux règles faites pour nous gouverner et de coopérer avec un État qui aménage nos vies pour les faire correspondre aux besoins du capital, qui assassine les pauvres des quartiers populaires le plus souvent issus des « anciennes » colonies, qui expulse les gent-e-s qui n'ont pas les bons papiers, mène une politique raciste, mortifère et armée aux frontières, etc. (la liste est longue). Dans un contexte où les voisin-e-s acceptent les conditions dictées par l'État et justifient par les normes juridiques et administratives l'invasion de nos espaces de vie et d'organisation, nous nous trouvons isolés et menacés.

Aujourd'hui, nous avons donc besoin de la présence active de toutes les personnes souhaitant ouvrir des brèches dans l'implacable normalisation en cours. Venez nous rencontrer, passer du temps et construire avec nous d'autres dynamiques. Venez faire vivre ce lieu pour qu'il demeure et se pérennise comme un espace hors normes, où on n'accepte pas de rejeter ceux qui n'entrent pas dans les bonnes cases, où on refuse d'enterrer ses rêves.